

l'Anticapitaliste

N°133 | FÉVRIER 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



AVEC PHILIPPE POUTOU,
BOUSCULONS LA PRÉSIDENTIELLE



UNE ANNÉE DE
GOUVERNEMENT BIDEN



L'HEURE DE LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE



POUR « SAUVER LE CLIMAT », ARRÊTER
LE NUCLÉAIRE : LES ALTERNATIVES
ÉCOSOCIALISTES POUR EN SORTIR

Sommaire

ÉDITORIAL

Antoine Larrache Avec Philippe Poutou, bousculer la campagne présidentielle **P3**

PREMIER PLAN

Fabienne Dolet L'urgence est à l'anticapitalisme ! **P4**

Jean-Claude Laumonier Macron et le Covid-19, un bilan **P7**

Thierry Labica « Global Britain », « AUKUS », etc. Suprémacisme anglo-saxon et guerres promises en mer de Chine **P10**

Dianne Feeley Une année de gouvernement Biden **P14**

Social Movement L'heure de la solidarité internationale contre la guerre **P18**

L-D Bronzet La Martinique, entre résistance, colère et perplexité **P20**

DOSSIER

Joséphine Simplon Après 5 ans de Macron : les riches toujours plus riches... les pauvres encore plus pauvres **P22**

Commission nationale écologie Pour « sauver le climat », arrêter le nucléaire : les alternatives écosocialistes pour en sortir **P25**

Catherine Samary Planification socialiste, marché, autogestion : le passé/présent **P28**

Léon Crémieux Nous apprêter nos vies, expulser le capitalisme de la société **P32**

LECTURES

Michael Löwy La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction **P35**

FOCUS

Kamel Aïssat et Mohammed Larache
Pour les libertés démocratiques en Algérie, soutien au PST ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA :
<http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

Meeting de Philippe Poutou à l'université Paris 8, Saint-Denis, 10 février 2022.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Philippe Poutou à l'émission Apolline Matin, avec Apolline de Malherbe sur RMC. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Étranger

Joinre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
[http://www.diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org).

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Avec Philippe Poutou, bousculer la campagne présidentielle

PAR ANTOINE LARRACHE

Macron ne veut pas débattre avec Philippe Poutou, on le comprend : cette candidature est de celles qui percutent les équilibres politiques.

Non pas que nous croyions à un score très important.

Nous savons depuis plusieurs mois que les rapports de forces électoraux sont relativement figés et les élections sont essentiellement un thermomètre qui permet de les mesurer, comme réfraction des rapports de forces politiques. Mais nous pouvons affirmer une alternative au jeu politique actuel et donner envie d'aller dans cette direction.

SE POSITIONNER DANS UNE PÉRIODE DIFFICILE

Cette élection est pourrie par l'atmosphère globale, que l'on a identifié il y a plusieurs mois déjà : la montée de l'extrême droite, l'éclatement de la gauche et l'absence de force, de dynamique, venue d'en bas pour constituer une alternative crédible pour le monde du travail. Et la possibilité pour Macron de se poser, en Bonaparte, en équilibre instable, en stabilisateur très temporaire dans une période de déséquilibres sociaux considérables : crise écologique et pandémie, crise économique, décuplement des inégalités, montée des fascistes, d'un côté. Mobilisations féministe, écologique, antiraciste, contre la répression, contre l'instrumentalisation répressive de la crise sanitaire d'autre part. Nous sommes dans une période charnière, à la veille de nouvelles explosions, esquissées par le mouvement des Gilets jaunes, des convois de la liberté, les mobilisations au Chili ou en Algérie ou, plus loin, la Grèce et le monde arabe.

Le prolétariat est désarmé. Ses armes lui ont été retirées par les trahisons de la gauche institutionnelle, les réformes du droit du travail, l'intégration des syndicats au dialogue social, la destruction politique de la génération 68, emportée dans la chute du Parti socialiste et du Parti communiste. D'en bas, aucune force n'a été assez puissante pour remettre en cause cette chute. Les mouvements de 1995, 2005-2006, sur les retraites ou les plus récentes mobilisations des Gilets jaunes, contre le changement climatique ou contre le racisme et les violences policières, n'ont pas produit de conscience de classe, indépendante des institutions, capable de reconstruire un projet politique alternatif au capitalisme.

Nous en sommes là, et l'éclatement et la confusion à gauche dans l'élection présidentielle est le produit de cette situation. Il n'y a pas de solution à court terme, seulement des chemins à tracer pour la suite. C'est le sens de la candidature Poutou à l'élection présidentielle.

OUVRIR DES PORTES

Nous identifions le pouvoir de Macron et du Medef comme les ennemis immédiats du monde du travail, loin de Mélenchon

qui se félicite que le patronat le dise « *prêt à gouverner* ». Nous encourageons les mobilisations sociales contre ce pouvoir, leur convergence, la transformation des revendications sectorielles en revendications unitaires et politiques, pour dégager ceux qui nous dirigent, pour imposer un pouvoir d'en bas. C'est cette opposition entre les classes populaires et la bourgeoisie que Macron ne veut pas voir concrétisée par un débat avec Philippe Poutou.

Nous attaquons l'extrême droite, nous alertons les organisations démocratiques et le monde du travail sur le danger fasciste qui se construit sous nos yeux. Là où Le Pen a construit un parti d'extrême droite à direction fasciste, Zemmour et les transfuges qui se multiplient depuis le RN ou Les Républicains ont un projet militant différent : celui d'un parti classiquement fasciste, organisant des secteurs de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie déclassées, sur une base militante, violente, contre les LGBTI, contre les femmes, les personnes handicapées, contre les personnes d'origine étrangère, contre les militantEs du mouvement social.

Nous essayons aussi, avec nos faibles moyens, de regrouper celles et ceux qui croient en la possibilité d'une contre-offensive unitaire du monde du travail, de ses organisations. Et celles et ceux qui se projettent dans le combat contre le capitalisme, pour une société émancipée de la domination de classe et de toutes les oppressions.

Notre combat n'est pas complètement isolé : nous savons que dans ce qui reste des organisations de gauche, de nombreux militantEs regardent dans notre direction. Souvent, leurs réticences à s'organiser avec nous vient d'une peur que nous ne soyons pas la réponse à l'urgence de la situation. Elles et ils ont raison, et nous ne le prétendons pas : nous sommes un élément de la réponse, un outil militant qui met à disposition son capital politique, ses moyens militants, ses réseaux, pour construire une alternative indépendante des institutions. Mais, surtout, nous remarquons que, pour la première fois depuis des années, les luttes s'invitent dans cette campagne, avec les mobilisations du 12 janvier dans l'éducation contre la gestion de la pandémie par le pouvoir, du 27 janvier pour l'emploi et les salaires, du 17 mars pour les salaires, en lien avec de nombreuses mobilisations locales.

Notre campagne veut donner du poids à ces mobilisations, proposer une convergence qui pousse à combattre politiquement le pouvoir, montrer que le monde du travail a encore des ressources et que cela peut et doit le conduire à l'organisation politique. □

L'urgence est à l'anticapitalisme !

PAR FABIENNE DOLET

« *La richesse des milliardaires a augmenté davantage depuis le début de la pandémie qu'au cours des 14 dernières années¹* », selon le rapport de l'ONG Oxfam paru le 17 janvier 2022. Quand la famine touche, elle, 45 millions de personnes dans 43 pays du monde.

En France, les milliardaires français ont vu leur fortune augmenter de 236 milliards d'euros en 19 mois, de quoi tout simplement quadrupler le budget de l'hôpital, selon les calculs de l'ONG. Des chiffres qui traduisent bien à quelle catastrophe le système capitalisme nous soumet depuis des décennies, et avec lui des choix politiques qui n'ont d'autres intérêts que la perpétuation de cette aberration.

L'ACCAPAREMENT DES RICHESSES

Depuis 1989 et la chute du monde soviétique, c'est à la planète tout entière que s'est étendu le diktat des politiques de privatisation et de financialisation, ou pour mieux dire d'accaparement. Ainsi, « *de 2000 à 2020, les actifs financiers tels que les actions, les obligations et les produits dérivés sont passés de 8,5 à 12 fois le PIB mondial²* ». Des richesses qui permettraient sans doute de résoudre un certain nombre des problèmes de l'humanité, à commencer par la santé publique, l'alimentation, le logement, la pollution, si elles n'étaient pas concentrées entre les mains d'une minorité.

UNE FORTE INSTABILITÉ FINANCIÈRE

En dépit des milliards accumulés par certains au cours des derniers mois, la menace d'un effondrement boursier, qui pèse pourtant depuis plus deux ans, se renforce. Ainsi, nous explique un chroniqueur du *Monde*, « *depuis le 1^{er} janvier 2022, les dix premiers milliardaires de la planète ont perdu 125 milliards de dollars, soit 9 % de leur*

fortune³ ». Certes, on ne versera pas une larme sur des revers de fortune individuels, mais le gâchis concerne aussi nos vies, nous qui ne sommes « rien », car elles, qu'on le veuille ou non, sont régies par cette loterie. Si les envolées des valeurs boursières sont délirantes et déconnectées de la production réelle des richesses, leur chute indique en revanche que l'économie réelle se grippe. Et, selon François Chesnais, « *certaines signes avant-coureurs – par exemple, l'augmentation de la prise de risques financiers et la fragilité croissante dans le secteur des institutions financières non bancaires – indiquent une détérioration des fondements sous-jacents de la stabilité financière. Si rien n'est fait, ces vulnérabilités pourraient devenir des problèmes structurels hérités, mettant en péril la croissance à moyen terme et mettant à l'épreuve la résilience du système financier mondial⁴* ».

Quelques milliards de plus ou de moins nous semblent inconcevables, mais lorsqu'ils affectent la capacité de répondre à des besoins vitaux et essentiels d'une partie de l'humanité, c'est une autre histoire. Or, le risque existe dans la situation d'un dévissage de la bulle financière. Pour rester dans le domaine nébuleux des indicateurs boursiers, l'indice de Schiller, qui établit le rapport entre prix des actions et les bénéfices des sociétés en Bourse, « *a atteint son niveau actuel seulement deux fois, à la veille du krach de 1929 et à celle du krach des actions dot.com sur le Nasdaq en 2000⁵* ».

Ajoutons qu'en 1929 et, dans une

moindre mesure, en 2000 « *les krachs ont mis fin à de véritables phases d'expansion du capital, alors qu'aujourd'hui on est en phase de quasi-stagnation* ». Ce qui semble vouloir dire que pour nourrir le capital, l'exploitation des travailleurs devra être accrue... De quoi alimenter la machine à révoltes, guerres et répression, comme au Kazakhstan au début de l'année.

UNE PRODUCTION ET DES ÉCHANGES MONDIAUX DÉSTABILISÉS

Car la crise financière qui semble poindre n'est pas la seule à laquelle les travailleurs et les travailleuses devront faire face : dans différentes régions du monde, on voit déjà les effets de la crise sanitaire et écologique aggraver les crises sociales et démocratiques.

L'Insee a beau se féliciter d'un taux de croissance record avec un PIB de 7 % pour 2021 (du jamais vu depuis 52 ans !), c'est un trompe-l'œil. L'augmentation est, en effet, de 0,9 % par rapport à l'avant-crise sanitaire⁶. Somme toute, un chiffre annuel assez classique ces dernières années, qui pourrait ne pas se renouveler l'an prochain au vu de la déstabilisation des chaînes de production et des échanges ces deux dernières années. La pénurie de matières premières et la hausse importante de leur coût affectent de nombreux secteurs (du papier aux pièces électroniques), engendrant de longs délais de livraison et/ou une augmentation des prix.

Les prix de l'énergie connaissent une hausse affolante, conduisant le gouvernement et bien d'autres à réhabiliter

le nucléaire comme ressource centrale, au nom de la souveraineté énergétique. Une aberration de plus quand on sait le coût financier de la construction, les coûts de la gestion des déchets et des démantèlements⁷.

Pour l'heure, c'est un fait, le prix du gaz a augmenté de 12,6 % au 1^{er} octobre dernier et a grimpé de 57 % au cours de l'année 2021⁸. Les prix de l'alimentation ne sont bien sûr pas en reste en raison du prix de l'essence pour l'acheminement des denrées⁹. Nul besoin de préciser que cette inflation a des conséquences immédiates sur les priorités d'achat de la classe travailleuse et sur la situation des plus pauvres... La croissance, vers laquelle les yeux de nos dirigeants nationaux et européens sont tournés, risque bien de rester un Dieu invisible en 2022 et notre dignité collective en prendre un coup.

DES POLITIQUES DE PRESSIONS SUR LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement, à la fois sous la pression des prochaines échéances électorales et du spectre des Gilets jaunes qui le hante, n'a de cesse depuis l'automne d'éteindre tout nouveau foyer d'incendie social. D'où sa prime « inflation », d'où sa négociation éclair avec les syndicats de l'Éducation nationale au soir de la mobilisation du 13 janvier. Pourtant, il prépare la suite avec une prudence de stratège qui va devoir manœuvrer dans un monde en crise pour préserver les intérêts de ceux qu'il représente : les banquiers, les riches et les millionnaires, et cela dans un contexte où les États nationaux perdent de leur puissance au profit d'alliances économiques interrégionales.

Car nul doute que les pressions vont être de plus en plus fortes sur l'ensemble de notre camp social dans les prochains mois pour que les profits soient préservés. Comme elles ont été ces dernières années. Depuis 2017, le gouvernement Macron a accéléré la casse de l'État providence et des services publics, commencée bien avant lui, avec les résultats que l'on sait à l'hôpital et dans l'éducation, tout en



Manifestation intersyndicale pour les salaires et l'emploi. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

réprimant les luttes.

Cette forme de libéralisme autoritaire a pour but de casser les contestations et d'assurer la continuité des profits de la bourgeoisie et surgit quand l'idéologie libérale ne suffit plus pour emporter l'adhésion. Cette idéologie a pourtant tellement gagné de terrain ces dernières années, que c'est de façon presque évidente que l'État est devenu une providence... pour le patronat. Ainsi, le fonds de solidarité et le chômage partiel ont coûté 35 milliards d'euros aux finances publiques, tandis que le plan de modernisation de l'hôpital est, lui, de 19 milliards d'euros..., largement en deçà des besoins¹⁰.

Le MEDEF s'apprête à mettre en selle celui qui saura le mieux mettre en œuvre les politiques de destruction de la protection sociale, des services publics au profit d'une privatisation de tous les aspects de nos vies (voir article p. 22). Si les réformes dites « nécessaires » de la bourgeoisie, comme celle des retraites en France, se voient retardées par la crise sanitaire ou par des mesures d'apaisement social, la bourgeoisie pourrait perdre patience... et faire appel à des solutions plus autoritaires encore.

LE DANGER DE L'EXTRÊME

DROITE ET UNE GAUCHE

INSTITUTIONNELLE AFFAIBLIE

L'extrême droite n'a jamais autant pesé dans les rapports de force nationaux depuis cinquante ans. La candidature de Zemmour déstabilise tout l'échiquier politique à droite

de Macron, sans l'ébranler. Tout en rassemblant derrière lui des ultras, en partie déçus par la politique de dédiabolisation de Marine Le Pen, il cherche à fédérer les droites, contribuant à la surenchère sécuritaire, xénophobe et raciste. Pécresse ne s'est-elle pas empressée de « faire du Sarkozy » dès sa candidature annoncée ?

Si à l'avenir devaient se conjuguer une poussée importante des luttes et une incapacité à préserver les profits pour la minorité qui domine, le climat pourrait tout simplement passer de nauséabond à irrespirable...

D'autant que dans les urnes, l'opposition au bloc des droites qui va de Macron à Zemmour en passant par Le Pen et Pécresse, risque d'être bien trop faible et divisée pour faire barrage à des politiques anti-sociales et réactionnaires. Les sondages sont formels : la gauche (en comptant le PS !), c'est environ 26 % d'intentions de vote. Et ce n'est pas l'arrivée de Taubira dans la course qui va clarifier le paysage, bien au contraire.

Cette faiblesse est le résultat d'années de gouvernement par le renoncement pour le PS, pour le PCF aussi et les Verts. L'électorat déçu se détourne et s'abstient. Seul Mélenchon tire son épingle du jeu, lui qui n'a plus participé à un gouvernement depuis 20 ans, sans pour autant, à cette





étape, convaincre...

La réponse à l'offensive des classes possédantes contre nos vies, contre le vivant, à la poussée politique haineuse de l'extrême droite pour diviser les travailleurs, ne peut être uniquement institutionnelle.

REFORCER ET UNIR LES LUTTES DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Si les vagues successives de l'épidémie ont été des freins aux mobilisations au cours des deux années, elles n'ont pas empêché les luttes de la jeunesse contre le racisme et en faveur du climat. Depuis quelques mois, c'est sur les questions sociales, en particulier salariales, qu'un regain de combativité se fait sentir. Ainsi, en janvier, les contestations et les revendications salariales se sont multipliées. On a pu

énième protocole surréaliste sans aucun moyen supplémentaire, était presque plus ardent.

Pour l'instant ces luttes restent éparpillées, ne trouvent pas à s'unir derrière une bannière commune alors que les revendications ont toutes trait à une même évidence : « on veut des moyens pour vivre et travailler dignement ».

Tant au niveau politique qu'au niveau syndical, les organisations du mouvement ouvrier semblent avoir renoncé puis perdu du crédit, puis renoncé encore un peu, et encore perdu du crédit et de l'influence.

Et pourtant, l'urgence est là : résister à la course aux profits pour sauver nos vies soumises à la loterie. L'urgence est là : ne pas laisser le terrain à l'extrême droite.

Face à l'urgence internationale à tous les niveaux : économique, social, éco-

retraite à taux plein à 60 ans, la création d'un million de postes statutaires dans les services publics ;

- la création de services publics de l'énergie et du médicament, l'arrêt du nucléaire et des industries polluantes en 10 ans et le développement des énergies renouvelables, la gratuité pour les besoins essentiels comme se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, étudier ;

- la réquisition des banques dans un monopole public bancaire et le contrôle démocratique du crédit et des investissements, la fin des paradis fiscaux et des politiques fiscales en faveur des riches.

Pour mettre en œuvre ces mesures d'urgence sociales, écologiques et économiques, nous aurons besoin de la force du nombre, de la détermination pour reprendre ce qui a été volé et accaparé par une minorité. Cela commence tout de suite, cela commence avec cette campagne présidentielle. □



Rennes, le 2 décembre 2021, meeting du NPA avec Philippe Poutou. Photothèque Rouge / JMB.

compter la mobilisation des personnels de l'hôpital public le 11 janvier, celle des personnels de l'Éducation le 13 janvier, celle pour l'augmentation des salaires le 27 janvier, en plus des nombreuses mobilisations d'entreprise pour l'augmentation des salaires, essentiellement dans le commerce : Décathlon, Fnac, Leroy Merlin...

Certes, le gouvernement n'est pas déstabilisé à cette étape, à peine Blanquer a-t-il senti le feu des critiques de ses collègues ministres. Le soleil d'Ibiza, où il était pour annoncer le

logique, démocratique et politique, notre candidat dans cette campagne martèle la nécessité de prendre des mesures fortes contre le système capitaliste avec un programme sans concession.

Les luttes sont présentes, le ras-le-bol et la révolte aussi et doivent s'exprimer autour d'un programme capable de redonner confiance et dignité collective. C'est ce que nous voulons porter dans cette campagne en proposant notamment :

- un salaire minimum à 1800 euros, la réduction du temps de travail, la

1) https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2022/01/Rapport_Oxfam_Inegalites_mondiales_Davos_170122.pdf

2) François Chesnais, « De la stagnation à la régression ? Le capitalisme dans l'impasse », *Contretemps*, <https://www.contretemps.eu/capitalisme-regime-croissance-travail-nature-chesnais/>

3) Arnaud Leparmentier, « Aux États-Unis, le Krach boursier est là », *Le Monde*, 25 janvier 2022. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/24/aux-etats-unis-le-krach-est-la_6110797_3232.html

4) *Global Financial Stability Report, October 2021 – Executive Summary*; October 12, 2021, p.1. Cité dans François Chesnais, « De la stagnation à la régression ? Le capitalisme dans l'impasse », *Contretemps*, <https://www.contretemps.eu/capitalisme-regime-croissance-travail-nature-chesnais/>

5) François Chesnais, *Ibid.*

6) Nathalie Silbert, « La France a enregistré une croissance record en 2022 », *Les Échos*, 28 janvier 2022. <https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/leconomie-francaise-a-progresse-de-7-en-2021-1382741>

7) <https://reporterre.net/Relance-du-nucleaire-la-Cour-des-comptes-pointe-de-nombreux-obstacles>

8) François Chesnais, *Ibid.*

9) Laurence Girard, « La pression à la hausse sur les prix alimentaires devrait augmenter en 2022 », *Le Monde*, 4 janvier 2022. https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/01/04/la-pression-a-la-hausse-sur-les-prix-alimentaires-devrait-augmenter-en-2022_6108132_3234.html

10) <https://www.latribune.fr/economie/france/financement-du-secur-de-la-sante-il-manque-entre-500-millions-et-700-millions-selon-la-federation-hospitaliere-de-france-895969.html>

Macron et le Covid-19, un bilan

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

À quelques semaines de l'élection présidentielle, la crise sanitaire est redevenue un élément central de la situation. Si le gouvernement tente d'instrumentaliser la situation, en cherchant à se poser comme un pouvoir raisonnable face aux obscurantistes, les entourloupes de Macron et Véran ne doivent pas cacher la réalité de leur désastreuse gestion de la crise.

La montée en puissance du variant Omicron entraîne un niveau de contamination jamais atteint et Olivier Véran, le ministre de la santé, doit lui-même admettre un « tsunami ». Plus de 300 000 contaminations sont recensées chaque jour.

UN NIVEAU DE CONTAMINATION JAMAIS ATTEINT

Même si ce variant provoque moins de formes graves, et que la vaccination évite de nombreuses hospitalisations, la puissance de la « vague Omicron » est telle que le système hospitalier, très fragilisé, est au bord de la rupture. Il ne parvient, une nouvelle fois, à accueillir les patients Covid qu'en reportant les soins pour d'autres malades, avec le risque de conséquences graves.

Le 28 janvier la moyenne quotidienne de morts liées au Covid, dans le pays, était de 262, chiffre jamais atteint depuis le début de la pandémie. La barre des 130 000 morts liées au virus a été dépassée.

Macron a dû se rendre à l'évidence. La pandémie pèsera sur la campagne électorale et sur le résultat du scrutin. Ses discours d'autosatisfaction ne suffiront pas à convaincre des électeurs las de deux ans d'une crise, dont, malgré ses promesses, ils ne voient pas le bout. L'exaspération s'est exprimée le 13 janvier par la grève massive des enseignantEs, soutenue par les parents d'élèves, contre la gestion calamiteuse, méprisante, incompréhensible et irresponsable de la crise dans les établissements scolaires par le ministre Blanquer.

SOUS COUVERT DE LA CRISE, L'OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Appliquant le principe que la meilleure défense est l'attaque, le président-pas-encore-candidat a décidé de

passer à l'offensive sur le front sanitaire. Lors d'un entretien soigneusement relayé dans les médias, il a déclaré avoir « très envie d'emmerder les non-vaccinés », un non-vacciné étant considéré par lui comme un « irresponsable » qui « n'est plus un citoyen ». Ces déclarations sont, Macron le sait, totalement contre-productives sur le plan sanitaire. Elles auront pour effet d'éloigner encore un peu plus de la vaccination ceux qui n'en sont pas convaincus. Elles n'ont d'autre motivation qu'une stratégie électorale de bas étage, car en s'en prenant avec virulence aux non-vaccinés, Macron poursuit un double but :

- 1) Il désigne un bouc émissaire à la vindicte publique, et essaie de détourner ainsi l'attention de ses propres responsabilités, de ses choix politiques et de leurs conséquences au cours des deux dernières années.
- 2) Il tente de rallier électoralement à lui, celles et ceux qui espèrent, par la vaccination, en finir avec la crise. Il cherche ainsi à rééditer la stratégie qui lui a réussi, lors de son élection, il y a cinq ans. Le choix était alors entre le « progressiste » Macron et l'extrême droite. Il serait aujourd'hui entre ceux qui veulent, avec Macron, sortir de la crise par la vaccination et les obscurantistes antivaccin.

UNE AUTRE STRATÉGIE EST POSSIBLE

Le « Conseil d'analyse économique », organisme dépendant du Premier ministre, a été mis à contribution pour étayer la justesse de la stratégie présidentielle en « démontrant » que le pass sanitaire avait à la fois permis de sauver 4 000 vies et de faire progresser la croissance de 0,6%, à cela près que l'étude compare la politique de l'exécutif... à l'absence de toute politique, et ne

« prouve » donc rigoureusement rien. L'argumentation de l'exécutif pour justifier ses choix, repose sur une double affirmation :

- 1) Sa politique aurait été la meilleure possible à chaque étape de la crise.
- 2) Les difficultés rencontrées, telles que l'épuisement de l'hôpital public, seraient dues aux décisions des gouvernements précédents. Le pouvoir tente de les corriger, mais pour y parvenir, il faut du temps (... et donc réélire E. Macron).

Depuis le début de cette crise, le NPA défend au contraire l'idée qu'il existait et qu'il existe toujours d'autres moyens pour combattre la pandémie et qu'en faisant autrement on pouvait et on pourrait faire beaucoup mieux. Mais cela nécessiterait de rompre avec les choix de classe de l'exécutif qui consistent à :

- considérer la santé comme un « coût » qui doit être réduit le plus possible ou confié à des intérêts privés, et non comme un bien commun mis à la disposition de tous.
- donner la priorité aux profits sur la santé en faisant tourner à tout prix « l'économie »

- gérer la crise sanitaire à coup d'injonctions autoritaires et de sanctions et non en s'appuyant démocratiquement sur la mobilisation de la population.

Qu'elles viennent du parti socialiste ou de la droite (« républicaine » ou extrême), la plupart des critiques faites à l'exécutif se limitent à dénoncer « l'incompétence » ou « l'amateurisme » de celui-ci sans proposer de réelle alternative. C'est que sur le fond, ces





forces partagent les mêmes postulats politiques que la Macronie. Il est par exemple très difficile pour le PS ou LR de dénoncer le manque dramatique de moyens du système hospitalier, quand Macron n'a fait que poursuivre et aggraver ce qu'avaient fait avant lui N. Sarkozy et sa ministre Bachelot ou F. Hollande et sa ministre Touraine. Les échecs et les impasses de la politique sanitaire de l'exécutif sont pourtant évidents, même s'il faut leur opposer les alternatives possibles.

L'IMPRÉPARATION INITIALE ET SES CAUSES

Alors que l'épidémie se développe en Europe, la ministre de la Santé Agnès Buzyn déclare le 14 février 2020 : « nous sommes prêts ». La réalité est tout autre. Après le VIH, les épidémies H5N1 H1N1 SRAS Ebola et Zika, les scientifiques et les institutions internationales insistaient sur la grande probabilité d'une nouvelle pandémie. Cela n'empêcha pas l'exécutif français pour des raisons d'économies budgétaires, de ne pas renouveler les stocks stratégiques de masques (50M d'€) et de tenter de dissimuler ensuite ces carences en déclarant les masques « inutiles » voire « dangereux ».

En ce début d'année 2020 la lutte contre le Covid est loin d'être une priorité du pouvoir : celui ci entend d'abord faire adopter au forcing sa contre-réforme des retraites contestée dans la rue depuis deux mois. Le premier conseil des ministres consacré à l'épidémie décidera d'une procédure d'urgence... pour faire voter en catastrophe par le parlement la réforme des retraites. L'autre priorité du pouvoir est la préparation des élections municipales : alors que la « tempête » Covid commence à souffler, la ministre de la Santé quitte le navire sur décision d'E. Macron pour conduire la liste de la majorité présidentielle à Paris.

Enfin et surtout, le système hospitalier, victime de l'austérité budgétaire, n'est pas prêt à faire face. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgence suivis par l'ensemble du monde hospitalier avaient fait grève et manifesté pour dénoncer le manque de personnel, la saturation des services, sans aucune réponse à la hauteur des besoins. En janvier 2020, mille chefs de services hospitaliers démissionnent pour faire

entendre symboliquement la détresse de l'hôpital, sans que cela émeuve le pouvoir.

O. Véran, l'actuel ministre de la santé, tente aujourd'hui de réécrire l'histoire, en essayant de reporter la responsabilité du manque de moyens à l'hôpital sur les gouvernements précédents. Il semble oublier que les restrictions budgétaires furent non seulement poursuivies mais aggravées pendant les deux premières années du quinquennat de Macron. Sur les 3 milliards « d'économies » par an sur la santé (assurance maladie) prévus entre 2017 et 2022 la moitié concernait l'hôpital. Les frais de personnel représentant plus de 70 % de ces dépenses, ils en ont été la principale « variable d'ajustement ».

Quant à la promesse renouvelée d'en finir avec « hôpital entreprise », et son management destructeur, elle n'a, cinq ans plus tard, reçu aucun début d'application.

À L'HÔPITAL : LA CONTINUITÉ, EN PIRE

En pleine première vague, E. Macron déclarait, comme s'il avait brusquement ouvert les yeux : « *Ce que révèle déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe [...]. Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ». Ces propos furent aussi vite oubliés que prononcés et le naturel reprit ses droits. La politique du pouvoir a consisté, à l'inverse des paroles présidentielles, à poursuivre l'austérité budgétaire et la privatisation du système de santé, malgré la mobilisation des personnels soutenus par un fort mouvement populaire au sortir du premier confinement (mai juin 2020).

Face aux exigences de moyens supplémentaires massifs pour l'hôpital, le pouvoir a dû lâcher un peu de lest sur les revendications salariales (183 €) et accorder une révision des grilles de rémunération, loin toutefois des 300 € revendiqués pour toutes et tous. Mais lors du « Ségur de la santé » (juillet 2020), il ne céda rien sur l'essentiel : la formation et l'embauche massive de personnel indispensables pour sortir l'hôpital de la crise et répondre aux besoins. Les restructurations, regroupements et fermetures de services hospitaliers se sont poursuivies.

5 700 lits furent supprimés en 2020. Quant à l'étau insupportable du management d'entreprise, un instant desserré, il se referma vite.

Les personnels, de plus en plus épouisés et écœurés, ne voyant arriver aucune amélioration de leur sort, ont commencé à quitter l'hôpital. Ces départs ne sont pas remplacés par de nouvelles générations, peu attirées par des salaires encore très bas, des conditions de travail insupportables, et une déshumanisation de leurs métiers. Le mouvement a atteint une telle ampleur qu'à l'automne 2021, selon une enquête du président du Conseil scientifique J.-F. Delfraissy, 20% des lits étaient fermés dans les grands hôpitaux publics, faute de personnel.

Inverser la tendance supposerait d'engager (et donc de financer) un plan massif de formation et d'embauche, et pour cela de rompre avec l'austérité budgétaire. Faire de la santé une priorité et non un « coût ou une charge », n'est pas plus dans les projets de Macron aujourd'hui, qu'il ne l'était hier.

LEURS PROFITS, AVANT NOS VIES

La lutte contre la pandémie ne consiste pas seulement à soigner les personnes touchées par le virus, elle commence par essayer de prévenir la diffusion du virus. Sur ce terrain, le bilan de l'exécutif n'est pas meilleur. Sa « stratégie » a consisté à alterner le « laisser faire », pour assurer le plus possible la continuité de la production capitaliste, et les contraintes autoritaires (confinement, couvre-feu, restrictions aux déplacements, fermeture de magasins ou de lieux de culture), afin de tenter de limiter le développement de l'épidémie, quand celle-ci menaçait de submerger le système de santé. C'est ce qu'il fut convenu d'appeler le « stop and go ».

Loin d'une priorité effective donnée à la santé, ce « stop and go » a visé à rendre supportable et socialement acceptable la continuité de la production et des profits. D'une part, les « premiers de corvée » devaient, quoi qu'il en coûte pour leur santé, continuer d'aller au travail et prendre les transports. Leurs enfants devaient à tout prix trouver des collèges et des écoles ouvertes, moins pour apprendre que pour permettre à leurs parents d'aller au travail. Mais « en même temps », pour limiter la circulation du virus, la vie sociale « hors travail » devait être limitée au strict minimum.

Au lieu de construire, avec celles et ceux

qui sont sur le terrain, des règles de protection efficaces et intelligentes, et pour cette raison acceptées, ce pouvoir arrogant, qui méprise les « gens de rien », a imposé des règlements aussi péremptoires que changeants et de plus en plus incompréhensibles. Il a ainsi nourri une exaspération et un refus de toute règle de protection et ouvert ainsi la voie aux manipulations des courants complotistes et d'extrême droite.

Il en fut de même après la grande avancée qu'a constituée la découverte et la production de vaccins. Promouvoir et réussir la vaccination était et reste un impératif indispensable, même si l'apparition de nouveaux variants en réduit l'efficacité. Mais une nouvelle fois la

les jours comme les restaurants, théâtres et cinémas, ou pour aller chez des amis ». L'état d'urgence « sanitaire » fut une nouvelle fois prolongé et restera en vigueur jusqu'en juillet 2022.

Incapable de convaincre, faute d'avoir mis en place ou soutenu des équipes ayant la confiance, le pouvoir n'a trouvé d'autre solution que de durcir sa politique répressive vis-à-vis des non-vaccinés, en remplaçant aujourd'hui le « pass sanitaire » par un « pass vaccinal », forme hypocrite de l'obligation. Avant d'être liberticide, cette gestion est d'abord inefficace sur le plan sanitaire : les chiffres brandis ne peuvent masquer son échec à gagner à la vaccination celles et ceux qui en ont le plus besoin. Il reste plus de 4,6

pays du Sud d'accéder à la vaccination. Il persévere aujourd'hui alors qu'il vient d'accéder à la présidence de l'Union européenne. La contribution dérisoire de la France au mécanisme Covax, a consisté avant tout à se débarrasser de vaccins devenus inutilisables, voire parfois aux limites de la péremption, loin des besoins des pays concernés.

Quant à la réquisition d'une industrie pharmaceutique dont les profits explosent, financés par de l'argent public, il n'est pas question pour le « président des riches » de l'envisager.

TRACER UNE ALTERNATIVE

C'est l'exigence d'une politique alternative que nous entendons rendre audible avec la campagne de Philippe Poutou : celle d'une lutte efficace contre la pandémie, par la rupture avec une société fondée sur la rentabilité, la course aux profits, l'appropriation des richesses par une minorité.

Elle consiste à faire de la santé un bien commun, en sortant du marché le système de santé qui doit être intégralement public, financé intégralement par la sécurité sociale. Les entreprises produisant les biens médicaux à commencer par les médicaments ou les vaccins doivent être socialisées et les brevets supprimés. Il s'agit également de promouvoir la santé publique et communautaire avec la participation active de la population à la gestion de sa santé, le service

public agissant non pas « à côté » mais avec elle et sous son contrôle.

Une politique alternative consisterait à instaurer le contrôle ouvrier sur les conditions de travail (masques et tests gratuits, réduction du temps de travail, embauches, télétravail sous contrôle des salariéEs, pour des jauge adaptées, garantie des revenus). Dans l'éducation, il faut embaucher pour dédoubler classes, amphis, TD.

Il s'agit enfin de promouvoir une vision solidaire et internationaliste de la santé, loin des impasses égoïstes du nationalisme sanitaire et vaccinal, autant d'exigences qui préfigurent une société fondée sur la solidarité, faite pour et par celles et ceux qui produisent ses richesses. □



Manifestation de travailleurs de la santé, Paris, 15 octobre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

méthode du pouvoir ne fut pas la bonne. Faute d'avoir réquisitionné l'industrie pharmaceutique pour répondre aux besoins, le démarrage de la campagne fut lent et chaotique.

Au début de l'été, pris à la gorge par la montée rapide du variant delta, Macron, qui avait déclaré en décembre 2020 « *je ne crois pas à la vaccination obligatoire pour ce vaccin. Je crois beaucoup plus au travail de conviction par la transparence qu'à l'obligation*¹ », imposa l'obligation vaccinale pour tous les métiers en contact avec le public, à commencer par les hospitaliers. Il généralisa le « pass sanitaire » après avoir déclaré quelques semaines plus tôt que celui-ci ne serait « *jamais un droit d'accès qui différencie les Français. Il ne saurait être obligatoire pour accéder aux lieux de la vie de tous*

millions de non-vaccinéEs en France et, parmi eux, 12,1 % de plus de 80 ans. Et les centres de vaccination étaient loin de faire le plein à 15 jours de la mise en application du « pass vaccinal ».

NI LEVÉE DES BREVETS NI RÉQUISITION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'obligation vaccinale inefficace en France, s'est accompagnée pour E. Macron de l'absence de toute volonté d'aider à une vaccination universelle, seul moyen pourtant de mettre fin à la pandémie et d'éviter l'émergence périodique de nouveaux variants.

À part quelques déclarations de circonstances, E. Macron s'est refusé à toute action efficace pour lever les brevets sur les vaccins et permettre ainsi aux

1) Interview à « Brut ».

« Global Britain », « AUKUS », etc.

Suprémacisme anglo-saxon et guerres promises en mer de Chine

PAR THIERRY LABICA

Il y a les guerres en cours (le Yémen en offre le théâtre d'opérations le plus durable et le plus désastreux depuis 2014), les catastrophes imminentes (à la frontière ukrainienne) au moment où s'écrivent ces lignes, et les conflagrations qui se préparent à vaste échelle et de longue date, mais dont les dangers extrêmes se précisent dans un quasi-silence trompeur. La montée des tensions en mer de Chine et le rôle que viennent y jouer l'Australie et la Grande-Bretagne post-Brexit, au côté des États-Unis, en sont le cas de figure type du moment.

La fin de l'été 2021 a été marquée par deux crises militaires et diplomatiques d'ampleur : le départ précipité des troupes américaines et britanniques d'Afghanistan et la rupture par l'Australie du contrat (à 55 milliards d'euros) passé en 2016 avec la France pour la construction de douze sous-marins. Le premier de ces deux événements infligea à la première puissance militaire une ultime humiliation après vingt années d'aveuglement et de dévastation. Son supplétif britannique, quant à lui, illustrait son incomparable sens de la tradition en ajoutant une nouvelle déroute afghane à une longue et lamentable histoire impériale et guerrière dans ce pays. Mais l'épisode fut l'occasion d'une confirmation supplémentaire : la politique de puissance globale britannique – pourtant d'un affichage si crucial dans la période immédiatement post-Brexit – reste très largement à la merci des choix stratégiques étatsuniens, quelques qu'aient été les implorations de Boris Johnson (ou Tony Blair) contre la décision d'évacuation.

UNE DOUBLE CRISE MILITARO-DIPLOMATIQUE

Le second épisode fit, dans une certaine mesure, contrepoint au premier : la rupture du contrat entre l'Australie et la France fut l'acte de naissance même d'un nouveau pacte de sécurité entre l'Australie (A), le Royaume-Uni (UK) et les États-Unis (US) : l'AUKUS. Pour les États-Unis et l'Australie, cette nouvelle alliance dote d'une dimension militaire (supplémentaire) leur « dialogue » déjà en cours dans le cadre du « Quad », partenariat informel constitué en 2007 (et réactivé en 2017) associant US, Australie, Inde et Japon dans un nouveau scénario d'encerclement de la Chine.

Pour la Grande-Bretagne post-Brexit, l'intérêt est triple. D'abord, la renégociation du contrat offre d'importantes retombées industrielles pour les entreprises Rolls Royce et pour le géant de l'armement, BAE Systems. Ensuite, ce partenariat paraît ouvrir des possibilités nouvelles au gouvernement Johnson après les déconvenues des dernières années et l'absence de toute ouverture sérieuse pour le grand

accord commercial entre le Royaume-Uni et les États-Unis tant souhaité et annoncé par Johnson (ni Biden ni Trump avant lui ne semblent avoir accordé le moindre intérêt à un tel projet). Enfin, et surtout, avec l'AUKUS paraît prendre un peu plus forme le grand projet de redéploiement post-Brexit de la politique de puissance britannique : « Global Britain ».

« GLOBAL BRITAIN »

« Global Britain » est d'abord le titre d'un document officiel du gouvernement britannique, paru en mars 2021 (« *Global Britain in a Competitive Age : the Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy* »). Le Premier ministre y présente son projet pour le Royaume-Uni à l'horizon 2030 : « *Global Britain* » annonce un basculement historique de la politique étrangère vers l'Asie du Sud-Est et la zone dite « indopacifique¹ », centré sur un ensemble de priorités militaires (avec un fort accroissement du budget de défense²) définies avant tout en réaction au rôle croissant joué par la Chine dans la région et dans le monde.

Selon Global Britain, « nous serons le partenaire européen bénéficiant de la présence la plus étendue et la plus intégrée dans l'indopacifique, engagée sur le long terme, sur la base de partenariats étroits et approfondis, bilatéraux et multilatéraux³ ».

Les dirigeants de l'État britannique peuvent désormais se présenter en fiers restaurateurs d'une vocation historique nationale première et que la tutelle incapacitante de l'UE aurait contrariée depuis l'accession du Royaume-Uni à la Communauté européenne en 1973. Fin 2016, quelques mois seulement après le référendum sur l'UE, B. Johnson, alors ministre des Affaires étrangères, formulait les choses précisément dans ces termes dans un discours prononcé à Manama (Bahreïn) : en décidant de replier ses bases en deçà de Suez à la fin des années 1960, le gouvernement tra-vailiste de l'époque avait commis l'erreur de renoncer au prestige et au statut de puissance globale de la Grande-Bretagne : en 1972, un an tout juste après s'être retiré de la grande base navale et aérienne de Singapour – symbole suprême du rayonnement impérial et militaire britannique dans le monde – la Grande-Bretagne avait signé son adhésion à la CEE, symbole suprême de la capitulation nationale, selon les tenants actuels de « *Global Britain*⁴ ».

Comme l'a bien montré Mehdi Boussebaa⁵, « *Global Britain* » est devenu une expression que l'on voit circuler largement dans le discours politique, médiatique, mais aussi universitaire. Cette expression est en outre indissociable d'une autre, véritable slogan de cette stratégie : « East of Suez » est maintenant le mot d'ordre d'une vision d'un militarisme intense baigné des lueurs ambrées d'une nostalgie impériale parfaitement sénile, coûteuse et d'ores et déjà mortifère (compte tenu de la contribution logistique massive britannique à la guerre saoudienne au Yémen – où la France, certes, n'est pas en reste). Mais tout ceci étonne peu si l'on songe au monde mental que cette génération de politiciens a, pour nombre d'entre eux, hérité de leur passage par Eton (version maximale de l'élitisme scolaire britannique), où l'exaltation de l'héroïsme impérialiste de jadis reste elle-même régulièrement au programme⁶.

La rupture avec l'Europe aurait ainsi ouvert le moment d'un redéploiement général commençant par une reconstruction des positions stratégiques

d'autan, dans la péninsule arabique pour commencer.

À Bahreïn en 2018 (soit 47 ans après son retrait de la base dont elle disposa à Bahreïn jusqu'à 1971), la Grande-Bretagne a rouvert une base militaire permanente, pour 40 millions de livres sterling. La base peut désormais accueillir 500 soldats, marins et pilotes. Cette installation (port de Mina Salman) a été conçue pour être le plus grand centre d'opérations de la Royal Navy hors du Royaume-Uni.

En septembre 2020, le ministère de la défense britannique annonçait un investissement de 23,8 millions de livres sterling pour l'agrandissement du port de Duqm, à Oman, dont la capacité devait ainsi être triplée, selon le ministère de la défense britannique, « afin de faciliter les déploiements de la Royal Navy dans l'océan Indien ». Rien de si neuf quand on sait l'ancienneté des liens entre les deux monarchies et le degré de pénétration de pouvoir britannique dans l'administration même de ce pays largement vassalisé⁷. Mais reste à voir l'ampleur réelle que peut atteindre ce maillage logistique entre Oman et la base de Brunei⁸, en passant par Diego Garcia, territoire britannique dans l'océan Indien, loué aux États-Unis qui y ont installé l'une de leurs principales bases militaires dans le monde (qui, il est vrai, en compte environ 800 dans 80 pays, et parmi lesquelles plusieurs centaines sont alignées face à la Chine⁹).

AUKUS, DERNIÈRE VERSION DES ALLIANCES IMPÉRIALISTES EN ASIE DU SUD-EST

Ceci permet de saisir maintenant l'importance d'un troisième évènement au cours de l'été 2021, dont il n'a pas été question en France. Entre mai et septembre, le groupe d'attaque britannique (*carrier strike group*, CSG), comprenant un porte-avion, sept navires de guerre et un sous-marin nucléaire, a navigué depuis les côtes anglaises jusqu'à la mer de Chine, au Japon, à la Corée du Sud, puis Guam, pour regagner Portsmouth en décembre. Le CSG (en lien avec un groupe d'attaque étatsunien) a ainsi rendu visite à 40 pays et organisé des dizaines d'exercices militaires conjoints dans une démonstration d'alliances militaires et diplomatiques, au nom de l'attachement à « nos valeurs démocratiques », à « l'état de droit » et à un « ordre international fondé sur des règles » face à

une puissance chinoise qui en serait la négation même.

Cette expédition navale, qui ne manqua pas de susciter les expressions du nationalisme le plus grandiloquent, donna à voir en pratique ce que pouvait signifier « *Global Britain* » à « l'est de Suez ». Outre son importante dimension diplomatique, la mise en scène a d'abord fourni un contrepoint à l'échec prolongé puis à l'humiliation afghane. Pensons aussi à la vocation publicitaire du CSG, vitrine ambulante d'un État qui se trouve être le second vendeur d'armes au monde¹⁰, loin derrière les États-Unis, mais nettement devant la Russie ou la France. Un haut-gradé l'a d'ailleurs déclaré sans détour : « *Nous pensons qu'il y a un marché pour une présence plus persistante de l'armée britannique [en Asie]¹¹* ». La nouvelle alliance AUKUS est donc venue très opportunément soutenir et consolider la dynamique militariste néo-impériale en cours.

Il faut néanmoins rappeler qu'en tant que tel, l'AUKUS n'est lui-même que la dernière version d'un ensemble d'alliances impérialistes plus anciennes en Asie du Sud-Est et dont l'une des visées communes n'était autre que l'endiguement de l'influence de la Chine et du Vietnam communistes dans la région. On ne peut revenir ici sur l'imbrication instable mais continue, au cours des années 1950 et 1960, des nombreuses organisations, alliances, partenariats et autres pactes de défense¹², entre le Malaya (puis la Malaisie), Singapour, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, les Philippines, puis l'Indonésie à partir de 1966 (suite à l'extermination des communistes indonésiens), d'abord sous une tutelle impériale britannique qui, rapidement déclinante, devait faire place à une hégémonie US. Comme l'explique brillamment l'historien singapourien Wen-Qing Ngeoi, cette histoire a généralement été obscurcie et mal comprise du fait d'une sur-focalisation sur la guerre du Vietnam, perçue hors de son contexte régional, et qui pour beaucoup parut signer une défaite impérialiste historique d'une région vaste et complexe, mais perçue au prisme de ce seul conflit. Il en a résulté une sous-estimation très trompeuse de ce qui tout au





contraire fut bel et bien l'instauration d'une hégémonie impériale US durable avec la constitution de l'« arc d'endiguement » du communisme en Asie du Sud-Est, formé par la Malaisie, Singapour, les Philippines, la Thaïlande et l'Indonésie (à l'origine de l'Association of South East Asian Nations, ASEAN, en 1967¹³).

Il est d'ailleurs assez remarquable, de ce point de vue, que le CSG ait notamment participé à un exercice conjoint dans le cadre du FPDA (*Five Powers Defence Arrangement*¹⁴), conclu en 1970 entre la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Malaisie, à la veille du retrait britannique de Singapour. La grande « renaissance maritime » britannique ne fait donc que réaffirmer un rôle de supplétif de la puissance américaine dans le cadre d'une alliance solidement anglo-saxonne, faisant le choix d'un alignement pro-US d'un zèle téméraire : l'espoir, ou les chances – comme on voudra – de retrouver le monde d'autan, « *east of Suez* », tel qu'on l'a laissé au seuil du baisser de rideau final sur l'« Empire » il y a 51 ans, relèvent de la pure idylle passéeiste, si grisants que puissent paraître les craquements de gramophone et les clichés jaunis de la nostalgie national-colonialiste.

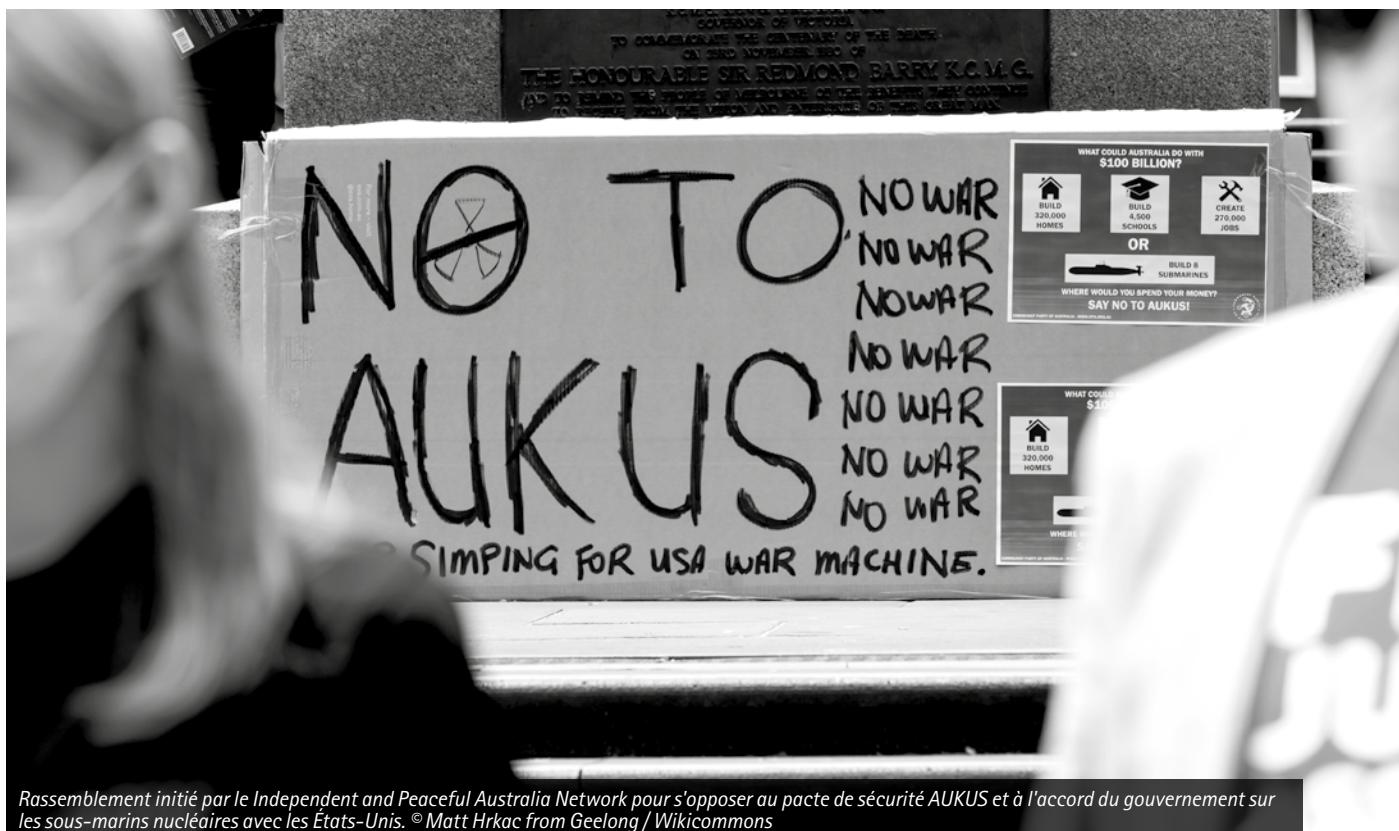
NOUVELLES DYNAMIQUES DE L'EXPANSIONNISME CHINOIS ET RECONFIGURATION DE L'ORDRE MONDIAL

La menace de « contamination » communiste n'est pas exactement à l'ordre du jour et si la Chine éveille ou continue de s'attirer la méfiance ou l'hostilité de nations voisines, la donne est profondément changée et contradictoire : certes les diverses modalités du rapide expansionnisme chinois passent entre autres par la recherche d'une vaste entreprise territoriale en mer de Chine, avec la revendication d'une zone maritime s'étendant depuis Taïwan jusqu'aux côtes nord de Bornéo et Brunei (la « ligne à neuf traits »), en englobant divers ensembles d'îlots (îles Paracel, îles Nansha/Spratly), parfois militarisés¹⁵ et en partie revendiqués, les uns par le Vietnam ou Taïwan, les autres par les Philippines, Brunei ou la Malaisie.

Mais première conséquence : la croissance des capacités militaires chinoises en une vingtaine d'années a récemment amené une partie au moins de l'élite militaire US à conclure que « *la supériorité militaire U.S. n'est plus assurée et les implications pour les intérêts américains et pour la sécurité américaine sont graves*¹⁶ ». Ces craintes ont plus récemment encore viré à l'effroi suite au test réussi, durant l'été

2021, d'un nouveau système d'armes supersoniques chinoises. On parla beaucoup, à ce propos, de « moment spoutnik », par référence au lancement du satellite soviétique en 1957 qui, en pleine guerre froide, parut révéler un retard technologique et militaire US désastreux dans la course à l'espace d'alors.

Mais dans cet ensemble régional, les craintes et récriminations nouvelles et anciennes se combinent aux enjeux que représentent la croissance gigantesque des échanges commerciaux avec la Chine. On pense par exemple à l'augmentation soudaine et massive des relations économiques entre la Chine et les pays de l'ASEAN (la grande alliance de l'arc anti-communiste, établie en 1967) : entre 2010 et 2020, les investissements directs étrangers de la Chine vers l'ASEAN ont augmenté de 100 %, faisant de la Chine la quatrième source d'IDE dans cette entité régionale. Sur la même période, le volume des échanges commerciaux ASEAN-Chine a doublé (la Chine étant le premier partenaire commercial de l'ASEAN, déjà depuis 2009) et ont presque quadruplé depuis 2005 (année de l'entrée en vigueur de l'Accord ASEAN-Chine sur le commerce et le biens¹⁷). On comprend dès lors l'absence d'unanimité, voire la défiance de dirigeants de l'ASEAN (malaisiens, indonésiens) pour l'AUKUS,



Rassemblement initié par le *Independent and Peaceful Australia Network* pour s'opposer au pacte de sécurité AUKUS et à l'accord du gouvernement sur les sous-marins nucléaires avec les États-Unis. © Matt Hrkac from Geelong / Wikicommons

dernière manifestation d'une course sans fin à l'armement, tournée vers la région, sans tenir compte du moindre avis des premiers pays apparemment concernés¹⁸.

Mais, en lien avec ce qui précède, on pense également à l'ampleur des investissements entrepris par la Chine dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI, ou « nouvelles routes de la soie »). En 2013, au Kazakhstan, Xi Jinping présentait ce vaste projet de développement d'infrastructures commerciales et de transport dans une soixantaine de pays. Quatre ans plus tard, en mai 2017 à Pékin, il annonçait un budget de 124 milliards de dollars pour la BRI qui en outre allait être inscrit dans la constitution même du PCC (en octobre de la même année).

Des côtes ouest-africaines¹⁹ à la Nouvelle-Zélande en passant par les grandes installations portuaires à Djibouti et au Sri Lanka, la Chine semble en capacité et en passe de reconfigurer rien moins que l'ordre mondial. Deux développements encore, apparemment mineurs et parmi bien d'autres, paraissent emblématiques de cette dynamique : la Chine est maintenant le principal partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande, qui y expédie 30 % de ses exportations. Cette composante traditionnelle des alliances pro-Britanniques puis pro-US dans la région a récemment choisi de sortir de l'« alliance des cinq yeux » (Five Eyes Alliance), l'organisation formée durant la guerre froide et destinée au partage de renseignements classifiés entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Si ce dernier pays n'était pas un contributeur majeur de cette alliance 100 % anglo-saxonne, sa récente défécction n'en est pas moins symptomatique des ambivalences et réorientations du moment.

Autre exemple : la vaste Fédération des (quatre) États de Micronésie (600 îles) est placée sous « protection » militaire US dans le cadre d'un traité arrivant à terme en 2023. Avec la décision de coopération (en 2017) entre la Micronésie et la Chine dans le cadre de la BRI²⁰, apparaît l'éventualité de voir la Chine se substituer à la présence US dans une partie au moins de l'archipel²¹. Cette éventualité se précise d'autant plus avec le référendum de l'État micronésien de Chuuk (« Gibraltar du Pacifique »), prévu pour ce mois de

mars 2022.

La dynamique contemporaine de la Chine rend largement caduque, *de facto*, le dispositif pro-US antichinois instauré durant la guerre froide et dont « Global Britain » et l'AUKUS prétendent renouveler le bail. Pékin en a les moyens financiers, commerciaux, diplomatiques et militaires, et se trouve en capacité d'excéder tout ce que la suprématie anglo-saxonne historique est en mesure de proposer sur l'ensemble de ces terrains. Reste donc à cette dernière, en phase de déclin visible, le désastre de la guerre promise qui lui permettra de maintenir sa domination, le tout au nom de la sainte trinité du militarisme, du racisme et de l'impérialisme. Reste à savoir jusqu'où ladite promesse peut être tenue même si l'expérience en la matière laisse peu de place à un quelconque optimisme. La nature de l'expansionnisme chinois – ses traits autoritaires, ses recours possibles au piège de la dette – reste à caractériser tout en tenant compte des contradictions nouvelles qu'il a vocation à induire. Lorsque Xi Jinping déclare en 2014 : « *En dernière analyse, il revient au peuple d'Asie prendre en charge les affaires de l'Asie, de résoudre les problèmes de l'Asie et de défendre la sécurité de l'Asie*²² », on peut légitimement spéculer sur la question de savoir si « peuple d'Asie » signifie « dignitaires de Pékin ». Il demeure que l'on est en droit d'entendre dans les surenchères de maîtres du monde décatis, les gémissements d'un certain ordre enfin finissant. L'ultime question étant de savoir comment ne pas finir avec lui, ni là-bas, ni ici, ni ailleurs. □

1) Terme en cours depuis 2010, taillé pour les besoins d'alliances stratégiques entendant exclure la Chine (où l'on rejette ce « concept ») d'un espace qui se trouve coïncider avec celui du Quad (« Quadrilateral dialogue »).

2) Avec une dépense de 59,2 milliards de dollars en 2020, le budget militaire du Royaume-Uni est passé du 8e (en 2019) au 5e rang mondial.

3) « Global Britain in a Competitive Age », HM Government, mars 2021, p. 65 : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/975077/Global_Britain_in_a_Competitive_Age_-_the_Integrated_Review_of_Security_Defence_Development_and_Foreign_Policy.pdf

4) « Foreign Secretary Speech : 'Britain is Back East of Suez' », Manama Dialogue, Bahrain : <https://www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretary-speech-britain-is-back-east-of-suez>

5) Mehdi Boussebaa, « In the shadow of empire : Global Britain and the UK business school », Organisation, 27/3 (2019), p. 483-493.

6) Cf. James Wood, « These Etonians », London Review of Books, 41/13 (4 juillet 2019).

7) Comme l'explique bien le journaliste d'investigation, Phil Miller dans le post pour Double Down News, « The Secret British Cabal That Proves Colonialism Never Ended », 5 mai 2021 : <https://www.youtube.com/watch?v=NJa3sqUvlqc>

8) Brunei, petit sultanat riche en pétrole au nord de Bornéo, accueille la seule base britannique permanente dans la région. Pouvant héberger 1000 soldats, elle est au frais du sultan lui-même.

9) Diego Garcia est l'île principale de l'archipel des îles Chagos, qui furent prises par la Grande-Bretagne à la République de Maurice au seuil de son indépendance. Ses habitants en furent chassés entre 1965 et 1973 afin de permettre l'installation de la base militaire US dont le bail, arrivé à terme en 2016, a été renouvelé jusqu'à 2036, dans le mépris le plus strict du droit international, des résolutions de l'ONU, et des décisions de la Cour Internationale de justice en faveur de Maurice.

10) « UK remains world's second-biggest arms dealer, figures suggest », BBC, 6.10. 2020 : <https://www.bbc.com/news/uk-54435335>

11) Le général Carleton-Smith, cité par Phil Miller dans « Revealed : the UK military's overseas base network involves 145 sites in 42 countries », The Daily Maverick, le 20. 11. 2020 : <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-11-24-revealed-the-uk-militarys-overseas-base-network-involves-145-sites-in-42-countries/>

12) Dont le plus connu est sans doute le pendant asiatique de l'OTAN, à savoir l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud Est (SEATO), établie en 1954

13) Wen-Qing Ngeoi, Arc of Containment : Britain, the United States and Anticomunism in South-East Asia, Singapore, ISEAS, 2019.

14) « UK carrier strike group in the Indo-Pacific », ambassade britannique de Bangkok, 23 juillet 2021 : <https://www.gov.uk/government/news/uk-carrier-strike-group-in-the-indo-pacific>

15) Face à – pour rappel – plus de 120 bases militaires US au Japon, près d'une centaine en Corée du Sud, de nouveaux projets de bases supplémentaires à Guam, aux îles Mariannes, en Australie, au retour de cinq bases US aux Philippines depuis 2019 après évacuation complète en 1991. « Agressivité » de Pékin, sans doute. Sans raison ?

16) Cité dans D. Lague, B Kang Lim, « How China is replacing America as Asia's military titan », Reuters, 23.04.2019 : <https://www.reuters.com/investigates/special-report/china-army-xi/>

17) « Overview of ASEAN-China relations », 24.11.2021, p. 3 : <https://asean.org/wp-content/uploads/2021/11/Overview-of-ASEAN-China-Relations-24-Nov-2021.pdf>

18) Dino Patti Djalal (Indonésie), « Asian responses to Aukus security dynamic », East Asia Forum, 28.10.2021 : <https://www.eastasianforum.org/2021/11/28/asean-responses-to-aukus-security-dynamic/>

19) La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique, devant les États-Unis depuis 2009, et sans oublier les 100 millions de dollars accordés en 2015 à l'Union Africaine pour les « initiatives de paix », l'implantation massive à Djibouti ou encore les rapprochements avec les pays de la péninsule arabique. On lira avec profit la note du Congressional Research Service, « China's engagement in Djibouti », 04.09.2019 : <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11304>

20) Sept autres États du pacifique y participent : Vanuatu, Fidji, Samoa, Tonga, Niue, Cook Island et Nlle-Zélande.

21) Sur ce sujet et pour une présentation très remarquable de la BRI, cf. Loh Peiying, « Understanding the Belt Road », The kontinentalist, 11.11.2018, <https://bri.kontinentalist.com/> ; cf. également Pranay Varada, « Micronesia, the next US-China battleground », Harvard International Review, 06.12.2021 : <https://hir.harvard.edu/micronesia-the-next-us-china-battleground-2/>

22) Cité dans D. Lague, B Kang Lim (cf. note 15)

Une année de gouvernement Biden

PAR DIANNE FEELEY

Après une année de gouvernement de Joe Biden, sa présidence, tout comme le fragile descendant des démocrates sur le Congrès, est en grande difficulté. Réputé démocrate centriste, Biden est devenu le candidat du parti en 2020, évinçant Bernie Sanders grâce au soutien décisif que lui apportèrent des politiciens noirs, de l'élu à la chambre des Représentants, Jim Clyburn (Caroline du Sud) à Barack Obama.

Bien qu'ils ne représentent que 13 % de la population, les électeurs noirs sont un facteur clé du succès de Biden du fait de leur participation, à 90 % en sa faveur en 2020. Dans des compétitions aussi serrées, la victoire ou la défaite peuvent tenir au gain ou la perte de deux petits points de pourcentage.

LES PRINCIPALES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT BIDEN, EN COMMENÇANT PAR L'ÉCONOMIE

Tandis que la pandémie continuait de se répandre, Biden se présenta comme celui qui allait « reconstruire, en mieux ». Si le slogan n'était pas très accrocheur, il n'en soulignait pas moins les priorités au cœur des préoccupations de citoyens : lutter contre la Covid-19, améliorer l'économie, répondre à la demande de justice raciale et combattre le changement climatique. Biden parvint notamment à accroître son soutien électoral chez les électeurs blancs non diplômés (façon grossière de catégoriser les électeurs de la classe ouvrière blanche) de quatre points de pourcentage face à Hilary Clinton.

Biden passa d'emblée dix-sept décrets présidentiels (annulant ceux de Trump, dans la plupart des cas), rejoignit l'accord de Paris sur le changement climatique et l'organisation mondiale de la santé, révoqua les permis pour

la construction de l'oléoduc Keystone entre le Canada et les États-Unis¹, mit un terme à l'état d'urgence national à la frontière du Mexique et revint sur le soutien à la guerre saoudienne au Yémen. Il adopta la loi de Plan de sauvetage américain de 2021, enveloppe de relance de 1 900 milliards de dollars en réponse à la pandémie de Covid-19 et à la récession. Après le chaos du régime Trump, les médias firent de Biden le Franklin D. Roosevelt d'un nouvel âge du New Deal.

Mais l'examen du bilan du gouvernement Biden au terme de sa première année de mandat révèle la difficulté de tenir les engagements et d'être à la hauteur du battage médiatique. Même en analysant la situation économique, il y a une déconnexion entre, d'une part, les indicateurs montrant une croissance du PIB de 5,6 % en 2021 et une prévision de 3,2 % pour 2022, et, d'autre part, le sentiment répandu dans l'opinion publique d'un échec de ce gouvernement. Le chômage est descendu à 3,5 %, résultat spectaculaire si l'on se souvient que bien des économistes pensaient qu'il faudrait des années pour atteindre un taux aussi faible. Mais en réalité, pour diverses raisons, plus de deux millions de travailleurs se sont retirés de la population active. Les 7 % d'augmentation de l'inflation cette année, après quarante

années de faible inflation, entraînent une augmentation des prix pour tout le monde. Dans une économie capitaliste dépourvue d'un vrai filet de protection sociale, et qui opère de manière assez indépendante du gouvernement, la promesse initiale de Biden et ses déclarations ultérieures selon lesquelles l'inflation n'était qu'un phénomène temporaire, semblent trahir une certaine incompétence, au mieux.

Lors de la crise de la chaîne d'approvisionnement, à l'automne dernier, Biden annonça avoir fait en sorte que le port de Los Angeles reste désormais en activité 24h sur 24, 7 jours sur 7, afin de soulager les engorgements. Mais le problème allait bien au-delà de celui du fret coincé dans les ports des États-Unis et concernait à la fois les fermetures d'usines en Asie suite à la pandémie de Covid, la pénurie de containers maritimes et le manque prolongé de camionneurs pour acheminer les marchandises chez les détaillants. Autrement dit, la production capitaliste « juste-à-temps » et les méthodes de transport se révélèrent incapables de surmonter les problèmes de la pandémie. L'intervention de Biden n'apporta pas de solution et lui donna l'image d'un homme faible.

Biden revendique souvent en fanfare son expertise de politicien expérimenté à même d'apporter des réponses

aux problèmes et de parvenir à des accords avec des élus « de tous bords. » Mais soit la tâche s'avère bien plus compliquée que ce qu'il avait anticipé, soit il s'avère incapable d'utiliser son savoir-faire politique pour arriver à faire adopter la législation nécessaire. L'exemple le plus notoire de ce genre d'échec en est sa loi de « reconstruction en mieux » visant à remettre en état et à rénover non seulement les infrastructures physiques (ponts, routes, systèmes d'évacuation), mais aussi à répondre aux besoins sociaux non satisfaits (structures de garde de d'enfants abordables, arrêts maladie indemnisés et hausse du salaire minimum – le salaire minimum fédéral reste à 7,25\$ de l'heure) et à mettre en œuvre certains projets permettant de s'attaquer au changement climatique. Lorsqu'il vint participer à la COP26, ces projets étaient déjà lettre morte au Sénat américain.

La situation des familles aurait été bien pire sans l'augmentation du montant et de la durée des aides aux sans-emploi, chèques mensuels envoyés aux personnes ayant des enfants à charge, et les milliards supplémentaires transférés aux États et aux villes pour empêcher les expulsions locatives et pour les équipements devant permettre les réouvertures d'écoles. Au deuxième semestre 2021, les familles avec enfants ont reçu 93 milliards de dollars, permettant à 36 millions de familles et à 3,6 millions d'enfants de sortir de la pauvreté. Au terme de l'année 2021, cette aide a pris fin et les familles les plus vulnérables se retrouvent à nouveau seules.

JUSTICE RACIALE

Dans la phase la plus critique de sa campagne en 2020, Clyburn, élu de Caroline du Sud, vint en renfort de

Biden et fit une proposition, que celui-ci reprit dans le débat au sein du parti démocrate : nommer une femme noire à la Cour suprême des États-Unis si l'occasion s'en présentait. La démission du juge Steven Breyer, au mois de janvier, lui donna la possibilité de tenir sa promesse. Biden remporta alors la primaire en Caroline du Sud, puis l'élection de 2020, avec Kamala Harris à ses côtés.

Deux décisions récentes de la Cour suprême des États-Unis font subir un grave dommage à la loi sur le droit de vote de 1965 et menacent le droit de vote des afro-américains. Sans la possibilité de contrôle préalable des propositions de modification des procédures

sont en ligne de mire : des milliers de bureaux de vote ont été fusionnés, les possibilités de scrutin anticipé et par courrier ont été réduites, des circonscriptions découpées pour favoriser les Républicains. Dans certains États, les assemblées ont aussi voté des dispositions visant à criminaliser les erreurs éventuelles des personnels de bureaux de vote, et à passer outre le vote populaire lorsqu'elles le jugent nécessaire. Dans ces circonstances, il y a une certaine ironie à voir le président Biden organiser récemment une rencontre internationale consacrée à la démocratie, comme si les États-Unis avaient quelque chose à offrir en la matière !

Alors qu'il était encore candidat, Biden déclara que l'assassinat de George Floyd était « un rappel tragique de quelque chose qui ne se limite pas à un incident isolé, mais qui participe d'un cycle systémique d'injustice profondément ancré, qui a toujours cours dans notre pays. » Malgré l'absence de collecte centralisée de données sur les assassinats de civils



Joe Biden et Kamala Harris rencontrent des conseillers à la sécurité nationale pour discuter de la situation en Afghanistan, le jeudi 19 août 2021. © Maison Blanche / Erin Scott.

de vote dans les États et municipalités connues pour avoir fait obstacle au vote des Noirs dans le passé, la législation a perdu son pouvoir de blocage des procédures discriminatoires au moment où elles sont élaborées. Alors que le Congrès pourrait raviver cette loi en promulguant la loi John Lewis sur le droit de vote, la législation reste coincée au Sénat.

Maintenant que le recensement américain pour l'année 2020 est disponible, les assemblées législatives ont la responsabilité du redécoupage des circonscriptions pour la prochaine décennie. Dès lors que la majorité d'entre elles sont pour l'instant sous le contrôle des républicains cherchant le soutien de la base de Trump, les électeurs noirs

par la police, les rapports partiels au cours de la dernière décennie révèlent qu'au moins 1 000 personnes meurent aux mains de la police chaque année. Les Noirs, les Latinos, les Amérindiens figurent en nombre disproportionné parmi ces victimes. Dans une majorité de cas, elles ne portaient pas d'arme et avaient été arrêtées pour des délits non violents. La réponse du président Biden a cependant consisté à accorder des budgets supplémentaires à la « police de proximité ». Cette approche presuppose que si la police connaît le quartier, elle ne craindra pas l'inconnu et donc ne





brutalisera ni ne tirera sur les suspects. Aucun plan pour s'attaquer à la dimension systémique du problème.

Même après les critiques de Biden contre les tentatives de Trump de fermer les frontières des États-Unis avec la construction d'un mur, sa diabolisation des demandeurs d'asile et la séparation cruelle des parents et enfants migrants, le gouvernement Biden n'a pas proposé de stratégie permettant d'apporter des réponses humaines. D'emblée, Kamala Harris (née de parents ayant émigré aux États-Unis) fut envoyée au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale pour envoyer le message : « *Ne venez pas pas aux États-Unis* ». Elle consulta des représentants du gouvernement au sujet des entreprises prêtes à accroître leurs activités dans ces pays afin de s'attaquer, prétendit-on alors, aux causes de la migration.

Beaucoup de militants pour les droits des migrants sont choqués de voir que Biden a autorisé le titre 42, une fausse « mesure de santé » qui permet d'expulser les migrants du territoire. En lien avec les protocoles de protection contre la migration également mis sur pieds par Trump, ce sont des milliers de personnes qui sont expulsées. En plus de cette violation du droit fédéral et international des réfugiés, l'incarcération prolongée de migrants dans ces centres de détention à but lucratif se poursuit. Bien que la politique de séparation des familles adoptées par Trump soit attaquée en justice par les organisations pour la défense des libertés individuelles, le gouvernement Biden décide

de la défendre dans les audiences. En septembre dernier, des photographies de gardes-frontières US à cheval usant de leurs rênes pour fouetter des Haïtiens qui traversaient le Rio Grande, horrifia un peu plus encore les Américains. Pour les Afro-américains en particulier, la scène parut faire revivre les patrouilles de chasse aux esclaves. Biden a eu beau promettre enquête et sanctions contre les responsables, quatre mois plus tard le département de la sécurité intérieure refusait toujours de livrer les conclusions de l'enquête. Au même moment, la droite affirmait que ces agents n'avaient pas fait autre chose que leur travail.

À quoi s'ajoute encore la nécessité immédiate d'une attribution de Statut protégé temporaire (TPS) pour les réfugiés de pays en proie aux conflits armés ou frappés par les désastres naturels. Plus de 300 000 personnes vivent et peuvent travailler aux États-Unis du fait de ce statut conféré par le gouvernement, et à l'évidence, les Haïtiens devraient pouvoir en bénéficier. Mais cette mesure temporaire ne débouche pas sur la citoyenneté. En fait, une fois le TPS levé, les expulsions peuvent reprendre.

Autre aspect de la politique d'immigration en suspens : une réforme remontant à l'ère Obama concernant les personnes arrivées aux États-Unis alors qu'elles et ils étaient encore enfants. La disposition dite d'Action différée pour l'arrivée d'enfants (DACA) accorde une période de deux ans « d'action différée » avant expulsion. Sur les 1,9 million de personnes arrivées aux États-Unis alors qu'elles étaient encore enfants, 643 560 sont couvertes par ce programme. Elles ont la permission de

travailler et de se scolariser. Plus de 200 000 étaient considérées comme « travailleurs essentiels » durant la pandémie, et parmi elles, 27 000 étaient dans le secteur de la santé. Mais là encore, rien qui permette d'accéder à la citoyenneté. Il y a un an, une Cour du Texas jugea ce programme illégal et prononça l'interdiction d'accepter toute nouvelle candidature. Malgré le soutien populaire en faveur du souhait de ces « dreamers » de vivre dans le seul pays qu'ils ont jamais connu, leur avenir reste incertain.

Avec une population de sans-papiers estimée à 11 millions de personnes aux États-Unis, l'incapacité du Congrès à adopter une politique humanitaire en matière d'immigration abandonne ces personnes à une existence cachée, où il devient impossible d'accéder aux soins, à l'éducation ou à des logements sûrs et abordables, et pour ne rien dire du droit à de vrais emplois, bien rémunérés.

Le gouvernement Biden a déçu les défenseurs de la justice sociale sur l'ensemble de ces questions. Lorsque Biden se décida enfin à s'exprimer en soutien au droit de vote à Atlanta, même Stacy Abrams, figure de proue sur ce thème, resta à l'écart. Les Démocrates progressistes au Congrès sont également très insatisfaits de la réaction tardive de Biden à l'attaque contre les droits des électrices et électeurs. Depuis que Biden a pris ses fonctions, les assemblées législatives aux mains des Républicains ont fait adopter 52 projets de loi restrictifs, dont une loi en Géorgie qui criminalise le fait d'apporter de l'eau aux personnes en file d'attente pour voter.

FAIRE ADOPTER DES LOIS

À la chambre des représentants, les Démocrates n'ont qu'une courte majorité et le Sénat est divisé en deux moitiés, le vote de la vice-présidente permettant de départager les deux camps. Cependant, le Sénat est bâti sur un mécanisme de blocage lié à sa composition anti-démocratique et exacerbé par ses règles de fonctionnement. En tant qu'assemblée constituée de deux sénateurs pour chaque État, il accorde un poids disproportionné aux États les moins peuplés ; la moitié de la population du pays se concentre dans neuf États sur les 50 existants, et cependant, il n'y a que 18 sénateurs pour les représenter.

À cela s'ajoute des règles du Sénat



Sénat des États-Unis.

requérant un vote des trois cinquièmes de ses membres pour conclure un débat en préalable à l'adoption d'un projet de loi quelconque. Les défenseurs de ce système dit d'« obstruction » expliquent qu'il est nécessaire à la préservation des droits de la minorité et qu'elle encourage un esprit de compromis. Cette règle antidémocratique d'une assemblée antidémocratique permet de bloquer des lois et pourrait être supprimée par un vote majoritaire dans les premiers mois du gouvernement, mais Biden s'y opposa. Certain qu'il était à même – lui, qui avait longtemps siégé comme sénateur – de trouver des compromis et de faire adopter des législations, il n'a révisé sa position que récemment. Mais deux sénateurs démocrates (Joe Manchin, Virginie occidentale, et Kyrsten Sinema, Arizona), s'opposèrent à cette réforme et ajoutèrent leur vote à ceux de tout le bloc républicain.

Cette incapacité à mettre un terme au dispositif d'« obstruction » a empêché non seulement deux projets de loi sur le droit de vote d'être soumis au vote, mais également l'adoption du plan phare du mandat de Biden. Son programme « reconstruire en mieux » aurait permis de s'attaquer à toute une série de questions sociales, comme l'accueil de la petite enfance, la santé, l'éducation, le changement climatique, et de plus de doubler le salaire minimum fédéral (de 7,25 à 15\$ de l'heure). Pour tenir compte de certaines objections, le gouvernement ramena le projet à un coût intégralement chiffré de 2,2 mille milliards sur une période de dix ans. On se débarrassa de l'augmentation de salaire et d'autres projets importants, mais même la version revue à la baisse fut sabordée par Manchin. Dans une émission de Fox TV news du dimanche matin, il expliqua que la loi ferait augmenter l'inflation, entraînerait la détérioration du réseau électrique et affaiblirait la sécurité nationale. Tout en jugeant ce projet trop « radical » pour être soutenu, Manchin ne vit aucun problème au fait de rejoindre 86 autres sénateurs dans un vote bipartisane pour l'adoption d'un énorme budget militaire pour une année, à 768 milliards de dollars, soit 24 milliards de dollars de plus que ce que la Maison Blanche demandait à l'origine.

En matière de politique étrangère, le gouvernement Biden paraît globalement maintenir la priorité donnée par le Pentagone à la concurrence entre

« grandes puissances ». Il s'agit donc de poursuivre le basculement tenté par Obama en direction de la Chine pour lui faire obstacle, tout en maintenant une posture agressive face à la Russie. Les ventes de matériel militaire continuent d'aller bon train avec l'Arabie saoudite qui peut perpétrer son génocide au Yémen. Et aucun répit dans l'assistance militaire à des pays tels que l'Egypte et Israël, connus pour leurs atrocités en matière de droits humains.

Certes, l'année 2021 fut l'occasion d'une évolution spectaculaire avec la décision de Biden de poursuivre le désengagement d'Afghanistan commencé par Trump, en coopération avec les talibans sur le retrait des troupes US avant la fin de l'été. Si l'opinion américaine était favorable au retrait, la décision a été sapée par le chaos de l'évacuation ultime. Là encore, le gouvernement Biden a mal évalué la situation. Les gens qui avaient travaillé pour l'armée américaine et diverses organisations non-gouvernementales furent abandonnées sur place. Dans certains cas, ce sont des journalistes, d'anciens militaires et des militantEs des droits humains qui rassemblèrent des fonds afin de financer des vols de sauvetage d'un certain nombre au moins de ces personnes.

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Avec ses trois nominations, Trump à nettement orienté la Cour suprême des États-Unis à droite. Elle est maintenant en train de revenir sur le jugement Roe contre Wade, décision qui depuis près de 50 ans a légalisé l'avortement au cours des deux premiers trimestres de grossesse. La remise en cause de Roe vs Wade irait à l'encontre de l'opinion publique et porterait atteinte à l'autorité de la Cour. Mais l'extrême droite y demeure en position de force². Si la Cour décide en l'occurrence qu'elle va trop loin, elle peut se contenter de permettre quelques restrictions supplémentaires. La Cour suprême aura-t-elle un impact sur les élections de novembre, ou le parti républicain de Trump arrivera-t-il à reprendre le Congrès ?

Dans ce système bipartite, cette élection signifie généralement que le parti qui ne contrôle pas la Maison Blanche renforce sa position au Congrès. La perte d'un seul siège ferait basculer le Sénat du côté républicain ; une perte

de six sièges à la chambre des représentants placerait les Républicains aux commandes.

Qu'a fait la présidence de Biden pour éviter que l'on en arrive là ? Oui, le gouvernement a dû faire face à de réelles difficultés en prenant ses fonctions au beau milieu d'une pandémie. Mais les grandes promesses de législations transformatrices faites par Biden ont tourné court. Son gouvernement a sous-estimé l'inflation, a péché par excès de confiance sur divers enjeux, et n'a pas accordé la priorité aux questions de la justice sociale. Espérons qu'en dépit des déclarations de Biden sur une guerre qui approche, le gouvernement comprenne que le climat belliqueux autour de la situation ukrainienne est susceptible d'induire des erreurs d'appréciation catastrophiques. Le gouvernement parviendra-t-il à laisser un souvenir autre que celui des effroyables scènes de Haïtiens recevant le fouet à la frontière et d'alliés afghans piégés à l'extérieur de l'aéroport de Kaboul ?

Le gouvernement Biden est pratiquement certain d'être mis en difficulté par des candidats républicains anti-vax, opposés au port du masque obligatoire, et adeptes du mythe de l'Amérique, « *pays de la liberté, pays des braves*³ ». Le tableau n'est pas beau à voir. Il est, certes, nécessaire de s'organiser à échelle de masse, à présent, autour des questions de justice reproductive⁴, des droits de vote, de la justice climatique, et de gagner de nouveaux terrains de syndicalisation, mais malheureusement, il n'existe aucun parti indépendant pour s'opposer aux échecs des Démocrates et à la volonté des Républicains de pervertir la démocratie. □

Traduction de T. Labica

1) Projet qui avait soulevé une importante contestation sur des enjeux environnementaux (NdT)

2) La composante de droite réunit Samuel A. Alito, Jr., Amy Coney Barrett, Neil M. Gorsuch, Brett M. Kavanaugh et Clarence Thomas, auxquels il faut ajouter le juge président, John G. Roberts, Jr., particulièrement soucieux de protéger l'autorité de la Cour (Barrett, Gorsuch et Kavanaugh ont été nommés par Trump). Les trois juges progressistes sont Elena Kagan, Sonia Sotomayor et Stephen G. Breyer, qui prend sa retraite.

3) Expression tirée de l'hymne national (ndt).

4) Thématique de justice sociale touchant à la santé, aux droits sexuels,生殖和maternels. Mouvement lancé et principalement porté par des femmes racisées et autochtones (ndt).

L'heure de la solidarité internationale contre la guerre

PAR SOCIAL MOVEMENT*

Sur ordre du Kremlin, l'armée russe s'est postée aux frontières de l'Ukraine et menace d'intervenir si les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine ne se conforment pas à ses exigences. Nous, les socialistes ukrainiens, appelons la gauche internationale à condamner la politique impérialiste du gouvernement russe et à exprimer sa solidarité avec celles et ceux qui ont souffert de la guerre qui a duré près de huit années et qui pourraient avoir à en subir une nouvelle. Dans cet appel, l'organisation « Mouvement Social » dévoile le phénomène de résurgence de l'impérialisme russe, décrit la situation dans la région du Donbass et propose des mesures pour préserver la paix.

L'effondrement de l'URSS a laissé derrière elle une seule et unique superpuissance dans le monde : les États-Unis. Mais rien n'est éternel et son hégémonie est elle-même en déclin. Les interventions américaines en Afghanistan et en Irak ont infligé des guerres catastrophiques aux peuples de ces pays et se sont conclues par des humiliations pour les États-Unis. Malheureusement, le déclin de l'impérialisme américain, au lieu de faire place à un ordre mondial plus démocratique, a vu l'émergence d'autres prédateurs impérialistes, de mouvements fondamentalistes et nationalistes. Dès lors, la gauche internationale, habituée qu'elle est à combattre le seul impérialisme occidental, devrait réviser sa stratégie.

RÉSURRECTION DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

Les dernières décennies ont vu une résurgence de l'impérialisme russe qui tente désormais de pousser les États-Unis à une redistribution des sphères d'influence dans le monde. L'expérience montre que l'absorption dans la zone d'influence de la Russie de Poutine n'apporte rien de positif aux populations. À présent, les troupes russes sont entrées au Kazakhstan pour réprimer le soulèvement populaire. Ces actions confirment

la nature réactionnaire de l'OTSC¹ créée non pas pour protéger les pays contre des agressions extérieures, mais pour renforcer l'influence du Kremlin et mettre les régimes impopulaires à l'abri des révoltes. Au Kazakhstan, de fait, les troupes russes protègent également tant les intérêts des capitalistes américains que ceux des capitalistes britanniques qui détiennent une part importante de l'industrie pétrolière du Kazakhstan. La Russie a joué un rôle similaire contre les mouvements de protestation en Biélorussie. Le Kremlin a envoyé ses propres propagandistes pour remplacer les grévistes dans le secteur des médias, et annonça la formation d'une réserve d'agents de sécurité destinée à être déployée en Biélorussie. Comme au XIX^e siècle, à l'époque où l'empire russe était le gendarme de l'Europe, le régime de Poutine vient maintenant faire barrage aux changements politiques et sociaux dans l'espace post-soviétique : les mouvements sociaux, quels qu'ils soient, au sein de ce territoire, sont contraints de se demander comment éviter d'éveiller la mauvaise humeur du Kremlin. Nous exprimons notre gratitude et notre solidarité envers les militantEs de la gauche russe qui s'opposent à la politique impérialiste du Kremlin et qui se battent pour des transformations

démocratiques et sociales dans leur pays. Seule une révolution en Russie et le renversement du régime de Poutine peuvent apporter la stabilité, la paix et la sécurité aux pays post-soviétiques.

LA SITUATION DANS LE DONBASS

Le Kremlin accuse les autorités ukrainiennes de préparer une offensive militaire au Donbass, mais une telle accusation est grossièrement mensongère. La politique de Zelensky montre qu'après de nombreuses et vaines tentatives d'amener la paix après son arrivée au pouvoir, celui-ci a renoncé aux projets visant à modifier quoi que ce soit au Donbass. Nous condamnons les politiques néolibérales et nationalistes des autorités ukrainiennes, mais celles-ci ne justifient en rien l'agression impérialiste de la Russie.

La Russie ne cesse d'accuser l'Ukraine de ne pas honorer le volet politique des accords de Minsk tout en en piétinant les dispositions sécuritaires. Dernier exemple en date : la décision russe d'interrompre le mandat de la mission de supervision par l'OSCE de la frontière russo-ukrainienne, alors même qu'elle figure dans le paragraphe quatre du Protocole de Minsk. Du côté des républiques auto-proclamées² contrôlées par le Kremlin, les restrictions sur la liberté de

mouvement des représentants de la mission de l'OSCE furent incomparablement plus grandes, mais malgré ces obstacles, l'OSCE au cours des dernières années a enregistré un bien plus grand nombre de violations des conditions de retrait des armes lourdes de la ligne de front précisément par la « DPR » et la « LPR ». L'enjeu principal se trouve toutefois dans Minsk-2, qui n'a jamais pris effet : « *Le retrait de toutes les formations étrangères armées, des équipements militaires, ainsi que des mercenaires issus du territoire de l'Ukraine sous la supervision de l'OSCE. Désarmement de tous les groupes illégaux* ». Des troupes russes ont été et sont toujours présentes au Donbass, mais le Kremlin continue de prétendre hypocritement le contraire.

Contrairement à une certaine croyance, qui a largement cours dans la gauche occidentale, les régimes en place dans les « DPR » et « LPR » ne sont pas issus de la volonté populaire. Les dirigeants des « DPR » et « LPR » font partie des élites dirigeantes de la Fédération de Russie et sont devenus les relais des penchants prédateurs les plus agressifs du Kremlin. Dans ces « républiques » elles-mêmes, la moindre activité politique oppositionnelle, même la plus loyale au gouvernement Russe, est réprimée.

En même temps, les territoires de ces « républiques » sont rapidement désindustrialisés. Les infrastructures s'y détériorent et les réseaux de transports publics sont démantelés dans les villes. Même dans les entreprises dont les produits sont exportés à travers la Fédération Russe, les arriérés de salaires cumulés sur plusieurs mois sont devenus la norme. Les manifestations de travailleurs vont jusqu'à se conclure par des kidnappings de militants et la mobilisation de véhicules militaires.

À cela, il faut ajouter que le Donbass est désormais une zone d'effondrement environnemental. De nombreuses fermetures de mines non suivies de mesures de conservation ont abouti à la contamination de l'eau potable. Selon les estimations de l'ONU, le Donbass, qui est l'une des régions les plus densément peuplées d'Ukraine, concentre le plus grand nombre de mines terrestres [antipersonnelle, antivéhicule] au monde.

QUE FAIRE ?

Le Kremlin refuse d'entendre le point de vue de l'Ukraine et la possibilité de négociations directes entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement russe veut tourner l'ensemble des négociations vers

les États-Unis en tenant l'Ukraine complètement à l'écart. Mais la décision de résoudre le conflit devrait être prise en tenant compte de l'avis des populations dont les existences dépendent directement de ce conflit et de la façon d'en sortir. L'Ukraine ne devrait pas devenir un simple objet de marchandage au milieu d'accords entre deux États impérialistes. Nous voulons construire une Ukraine pacifique, neutre, mais pour cela, le Kremlin doit mettre un terme à sa politique impérialiste agressive et l'Ukraine doit recevoir des garanties de sécurité plus sérieuses que celles contenues dans le protocole de Budapest³, purement et simplement foulées aux pieds par la Fédération de Russie en 2014.

Sans illusion quant aux priorités des gouvernements occidentaux au service du grand capital et de leurs propres objectifs, nous pensons que ceux-ci ne prendront en compte les intérêts des travailleuses et des travailleurs ukrainiens que sous la pression des mouvements progressistes et des populations de ces pays.

Tout d'abord, il faut que soit mis un point final aux combats dans le Donbass et empêcher les éventuelles provocations sur la ligne de front du conflit armé, qui peuvent servir de prétextes à une nouvelle intervention. Par conséquent, la première étape devrait consister dans l'envoi d'un contingent de l'ONU pour le maintien de la paix au Donbass. Nous sommes conscients des problèmes posés par les missions de maintien de la paix et savons que, parfois, les casques bleus n'ont pas empêché les déferlements de violence. Mais dans les circonstances prévalant en Ukraine à l'heure actuelle, c'est une étape nécessaire à laquelle nous sommes contraints.

Les questions de l'issue politique du conflit sur le long terme ne devraient être résolues qu'après règlement des questions sécuritaires. La fin des hostilités devrait réduire la gravité du conflit, à la suite de quoi la discussion des compromis possibles sera facilitée. Les conditions d'une future réintégration doivent également être préparées.

Les étapes suivantes devraient prévoir :

- le retrait complet des troupes russes hors du Donbass. Un des meilleurs moyens de pression sur les dirigeants de la Fédération de Russie serait la saisie de propriétés et d'actifs des oligarques et officiels russes à Londres et ailleurs.
- la création d'un programme

international de restauration de la région touchée par la guerre et d'assistance à ses habitants (notamment par la confiscation des ressources pillées par les oligarques russes et ukrainiens).

- la révision des choix socio-économiques proposés à l'Ukraine par l'Ouest : au lieu de réformes néolibérales destructrices sous la pression du FMI, l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine.

- des politiques humanitaires plus inclusives et progressistes en Ukraine, mettant fin à l'impunité pour l'extrême droite ukrainienne et abolissant les lois de « dé-communisation ».

- un ensemble de garanties pour le respect des droits humains des personnes vivant dans la « DPR » et la « LPR », l'adoption d'une loi d'amnistie pour les personnes non responsables de crimes de guerre.

La guerre au Donbass a coûté des milliers de vies et contraint des millions de personnes à fuir leur maison. La menace d'escalade plane sur l'Ukraine comme une épée de Damoclès et restreint considérablement le terrain d'une politique d'avancées sociales. L'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale. □

***Le Mouvement socialiste russe (RSD) est une organisation de la gauche radicale au sein de laquelle militent les membres de la IVe Internationale en Russie.**

*Traduit par Thierry Labica,
article original <https://rev.org.ua/time-for-international-anti-war-solidarity/>*

1) Organisation du traité de sécurité collective, alliance militaire fondée en 2002, regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan (ndt).

2) « République populaire de Donetsk », ou « DPR », et « République populaire de Lougansk », ou « LPR » ; territoires à majorités russophones situés à l'est de l'Ukraine et auto-proclamés « républiques » après la révolution ukrainienne de 2014. L'Ukraine, la Russie et ces deux entités politiques ont conclu sous l'égide de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en septembre 2014 le protocole de Minsk, visant à mettre fin au conflit (ndt).

3) Les mémorandums de Budapest sont trois documents signés en termes identiques en décembre 1994 entre les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie d'un côté et, respectivement, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine de l'autre. Ils accordent des garanties d'intégrité territoriale et de sécurité à chacune de ces trois anciennes Républiques socialistes soviétiques, en échange de leur ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et donc du transfert à la Russie des armes nucléaires installées sur leur sol depuis l'époque soviétique.

La Martinique, entre résistance, colère et perplexité

PAR L-D BRONZET

Quand plus de la moitié d'une population refuse un vaccin en dépit de plus de 800 morts (sans parler des décès à domicile non comptabilisés) sur moins de 360 000 habitantEs, on a affaire à une défiance qui n'exprime pas un simple « retard par rapport à la métropole » mais qui prend racine dans toute la tragédie coloniale.

La méfiance, la suspicion sont consubstantielles à une histoire qui a pris naissance dans l'entre-pont des navires négriers dans le « total outrage, l'omni-niant crachat » (Aimé Césaire) de la traite, de l'esclavage et de la déshumanisation. Le grand mensonge n'a pas commencé avec le crime de l'empoisonnement au chlordécone des humains et du pays, et bien des tueries ont précédé la bestiale répression de l'insurrection du sud de septembre 1870 (lire à ce sujet « L'insurrection de Martinique » de Gilbert Pago).

LE PROBLÈME VIENT DE LOIN

Une tradition rhétorique dans la prose de la gauche de chez nous veut que les mauvais coups du gouvernement français soient dits affectés d'un « supplément colonial » local. La crise actuelle montre l'insuffisance de la formule. Il n'est pas étonnant que la défiance face à la politique vaccinale soit plus forte dans les couches sociales portant les stigmates les plus évidentes de l'oppression coloniale. Les polémiques antivax plus ou moins savantes, les intégrismes religieux, la méconnaissance des menées de l'extrême droite sur les réseaux sociaux, les turpitudes du pouvoir et de ses alliés ont fait le reste.

UN COMBAT COMPLEXE

Cette particularité constitue un réel problème pour nous, marxistes révolutionnaires, qui puisions l'essentiel

de nos forces au sein des classes laborieuses qui sont notre milieu naturel quotidien.

Tous les courants anticolonialistes radicaux combattent les politiques catastrophiques du pouvoir et de ses représentants locaux, l'obligation vaccinale, le pass sanitaire ou vaccinal, les sanctions scélérates contre les récalcitrantEs pour masquer la faillite du système de santé.

Mais nous sommes un peu seulEs à réclamer la levée des brevets, le libre choix des vaccins, le programme de la vaccination internationale à l'exemple de Cuba. Même bon nombre des défenseurs attitrés de Cuba et de ses succès sur le plan médical observent un silence prudent sur sa politique vaccinale, de peur de subir les foudres des antivax.

UNE RÉSISTANCE TENACE

Depuis juillet-août 2021, la mobilisation contre la politique « sanitaire » du gouvernement a pris des formes variables. Au début, un certain nombre d'associations antivax ont déclenché des manifestations de rues avec la participation de soignantEs outréEs du contraste entre l'époque des applaudissements pour leur courage exemplaire à la fois face au virus et aux conditions de travail exécrables, et celle du passage en force actuel.

Cette nouvelle phase dans la lutte fait suite à des protestations antérieures contre les restrictions à l'activité économique, à la circulation, aux activités

festives et culturelles, au carnaval – et en sens inverse à l'arrivée périodique de cargos de touristes et visiteurs. Diverses couches sociales ont exprimé leur colère conférant à la protestation une allure multiclassiste contre un préfet objet de toutes les moqueries et un Macron en proie à une large détestation.

RADICALITÉ ET DIFFICULTÉS DU MOUVEMENT

La grève générale initiée le 15 novembre 2021 par deux centrales (CDMT et CGTM) puis surtout le 22 novembre 2021 par la majorité des organisations syndicales (à l'exception notable de la FSU) s'est accompagnée de barrages routiers où se retrouvèrent syndicalistes, jeunes en colère, militantEs diversEs et des francs-tireurs bénéficiant de l'opportunité pour leurs propres objectifs. Quelques débordements en résultèrent qui permirent au pouvoir avec le concours du GIGN et du Raid de mettre fin aux barrages sans que la majorité de la population ne s'y oppose malgré un large accord contre la politique du tout vaccin. Les différences d'appréciation sur les modalités des barrages voire sur les barrages eux-mêmes et les problèmes entre certains responsables syndicaux eurent raison de l'intersyndicale sous la forme qu'elle s'était donnée le 22 juillet 2021 sans que cela mette fin ni au mouvement ni à l'opposition à la politique vaccinale.

LE POUVOIR LOUVOIE, RÉPRIME ET S'ENTÈTE

Les renvois successifs de la date d'entrée en vigueur des suspensions de récalcitrants, en Martinique, et la mise en place d'entretiens individualisés « bienveillants » (sic) pour « répondre aux questions » et orienter vers des cellules d'accompagnement à d'hypothétiques reconversions, sont le résultat de la mobilisation. Mais la baudruche ne peut que se dégonfler.

Après les renvois, l'échéance est là. Les entretiens, comme prévisible, ne sont qu'une farce.

Les binômes (unE soignantE, unE psychologue) pour faire les entretiens ont perdu un des deux. La bienveillance est devenue expéditive. Les visio-entretiens voire les échanges téléphoniques sont devenus la règle. Comble de l'ironie, les psychologues locaux ont disparu, remplacés par des appels depuis la France conduits par des personnes ignorant tout du contexte, des problématiques locales, de la culture quand ce n'est pas de l'emplacement géographique de leurs interlocuteurs ! Ubuesque ! En réalité la doctrine du gouvernement est simple : force doit rester à « la loi de la République » et son adaptation, par exemple pour la transformation du pass sanitaire en pass vaccinal, est censée ne porter que sur les rythmes et les modalités ! Dans certains hôpitaux et dans le médico-social, on voit même des petits chefs zélés prêts à anticiper tandis que les plus extrémistes sont déjà passés à l'acte.

LE MOMENT EST CRUCIAL

Devant le péril du passage en force qui ne ferait qu'ajouter du désastre au désastre, certains responsables syndicaux, en particulier nos camarades, ont tout fait pour que les centrales et confédérations agissent de concert.

Les forces politiques adoptent des attitudes et pratiques diverses. Un petit nombre prône la vaccination obligatoire. D'autres, opposéEs à l'obligation et aux sanctions ne participent à aucune mobilisation. Au sein de la mobilisation contre les suspensions, l'obligation et les pass vaccinaux, force est de distinguer entre partisanEs du respect de cette base unitaire, et partisanEs de son utilisation pour une campagne contre toute vaccination anticovid.

Il est évident que ces divisions font le jeu du pouvoir. Sa tentative d'opposer

les mouvements sociaux de Martinique et de Guadeloupe a fait long feu, mais est riche d'enseignements sur sa stratégie. Son refus de prendre en compte les évolutions de la situation sanitaire (variant plus contagieux mais moins mortel, nouveaux vaccins et médicaments) montre bien qu'il n'exclut pas l'éventualité d'une fuite en avant répressive encore plus irresponsable. La mise en scène du procureur de la République de Guadeloupe sur les désordres « planifiés et organisés » des nuits chaudes de novembre 2021 avec mise en cause de gangs, de policiers, de gros bonnets du commerce, et même de politiques, ressemble, au delà du doute que l'on peut avoir sur le scénario qu'il raconte, à la préparation du terrain pour le pire. L'arrestation rocambolesque d'Élie Démota n'a été qu'un prélude plutôt grotesque à ce qu'il doit rêver de faire. La tenue en Martinique d'ateliers tripartites (État, collectivités, mouvement social) sur les sujets de la vie chère, de la jeunesse, du chlordécone, de la culture et, jusqu'à sa mise en sommeil, de la santé, ne suffit pas à donner le change, puisqu'ils fonctionnent comme des lieux de concertation et non de négociation.

Cela signifie que la construction d'un front du mouvement social et des élus dignes de Martinique et de Guadeloupe est nécessaire. Il faut imposer à l'État qu'il renonce à une politique d'éviction de centaines de personnels de la santé, du médico-social, de l'hygiène etc., qui romprait gravement la chaîne de soins, aggraverait le chômage, la colère, la désespérance.

UNE CRISE SYSTÉMIQUE

La crise sanitaire n'est au fond que le dernier avatar de la crise systémique d'un colonialisme tardif qui n'accepte pas de mourir.

Dans les cinq ou six dernières années, la contestation de ce système s'est nourrie de plusieurs facteurs : la fureur du néolibéralisme français a réduit drastiquement les dotations permettant aux municipalités de jouer les amortisseurs sociaux. La dégradation des services publics, le refus de remettre en cause la toute-puissance des féodalités békées, et le mode d'insertion des « Isles à sucre », puis à bananes, puis à plages touristiques, dans l'économie mondiale, en fait française, ont fait le reste.

Dans des pays qui, comme de nombreux

pays sous-développés se dépeuplent par fuite des jeunes (tandis que les arrivées en sens inverse augmentent) et où le macronisme n'agit le chiffon rouge de l'autonomie que pour faire diversion, la matière inflammable s'accumule. Il y a un an, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Fort-de-France contre l'éventualité d'une prescription dans les plaintes contre l'empoisonnement au chlordécone. Aujourd'hui des peines de prison fermes ont réprimé des manifestations sur la voie publique, de problématiques outrages à agents, un auteur de vidéos dénonçant les violences policières.

Pour l'heure, beaucoup des actions sanctionnées visaient des symboles coloniaux esclavagistes, des enseignes de capitalistes békés, par ailleurs considérés comme complices ou acteurs de l'empoisonnement massif au chlordécone. Des actes non revendiqués visent des champs de canne et de banane, des bureaux de poste, des centres de vaccination, des cabinets médicaux ou pharmaceutiques, des restaurants appliquant le pass sanitaire, des monuments aux morts de 1914-18, voire des forces de l'ordre prises pour cibles.

Quelquefois, à la faveur de ces gestes protestataires, s'exprime une certaine méfiance à l'encontre du mouvement ouvrier organisé. C'est que cette radicalité nouvelle se déploie dans une matrice idéologique national-populiste qui ne favorise pas la clarté d'un débat stratégique indispensable.

Toute l'histoire de la Martinique prouve pourtant que le mouvement ouvrier, nonobstant ses limites et contradictions est à l'origine de progrès démocratiques et sociaux qu'il faut développer, de balbutiements de la conscience nationale qu'il faut approfondir, de la formulation de l'exigence émancipatrice qu'il faut actualiser à l'aune des enjeux contemporains. La tâche des forces décoloniales et anticapitalistes est de réussir la nouvelle synthèse qui s'impose entre toutes les exigences et toutes les aspirations pour une société débarrassée des oppressions multiformes, de l'exploitation et du danger écocide. Il s'agit dans le même temps de forger au sein du mouvement des masses et avec les nouvelles générations militantes les stratégies et les tactiques de la victoire. □

Après 5 ans de Macron : les riches toujours plus riches... les pauvres encore plus pauvres

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Alors que le quinquennat se termine, l'heure des bilans a sonné. Au-delà du mépris de classe fièrement affiché tout au long de ce quinquennat, Macron c'est avant tout une série de grandes réformes destructrices de nos droits sociaux, et une politique fiscale au service de ses amis les plus riches.

Chacun savait que Macron allait vite remettre en cause rapide le Droit du travail, la protection sociale, tout en poursuivant une politique de répression contre le mouvement social et d'atteinte aux droits démocratiques, visant en premier lieu les classes populaires. Un an à peine après la loi El Khomri, le gouvernement Macron a décidé de frapper vite et fort contre les droits des salariés avec les ordonnances réformant une nouvelle fois le Code du travail. Dès l'été de son arrivée au pouvoir, Macron reprend donc à son compte les principaux desiderata du Medef : détruire les outils de défense des salariés, des prud'hommes aux institutions représentatives du personnel, anéanier le Code du travail par l'inversion de la hiérarchie des normes, faciliter encore plus les licenciements. Et le résultat est sans appel : toujours plus de précarité pour les salariés.

LE MEDEF EN RÊVAIT, MACRON L'A FAIT

Concrètement, ces ordonnances ont permis aux employeurs de recourir plus facilement à des emplois précaires avec la fin de la limitation du

nombre de CDD renouvelables et de leur durée, et l'introduction du « CDI de chantier ». Elles ont également facilité le travail de nuit et mis fin à des critères de pénibilité permettant notamment la retraite anticipée. Mais ce n'est pas tout. Elles ont aussi réduit le poids des organisations syndicales dans les entreprises et celui des représentantEs du personnel avec la fusion des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) avec les comités d'entreprise (CE) et les déléguéEs du personnel. Avec les Comités sociaux et économiques (CSE), les salariés du secteur privé ont perdu 33 % d'élus. Enfin, cerise sur le gâteau, les ordonnances ont mis en place un barème d'indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, appelé aussi « barème Macron ». Désormais le patronat peut licencier sans fondement en sachant à l'avance ce qu'ils paieront en cas de litige. Pour la ministre du Travail de l'époque, Muriel Pénicaud, cela permettait au patronat de ne plus avoir « peur d'embaucher ». Mais dans les faits, cela a surtout permis que les salariés contestent de moins en moins leur licenciement. Les

premières mesures de Macron avec les ordonnances de septembre 2017 ont donc été que les salariés soient moins bien représentéEs, plus précaires et ont donné un permis de licencier aux patrons. Évidemment tout cela a été fait au nom de la lutte contre le chômage, or aucun chiffre ne permet d'étayer cela, bien au contraire. Le seul effet réel de ces ordonnances a été de précariser encore plus les salariés du privé. C'est aussi le sens, de la loi de la transformation publique d'août 2019 qui développe dans toute la fonction publique la contractualisation en mettant en place des contrats de mission de 1 à 6 ans maximum sans possibilité de titularisation. Mais cette loi permet aussi les départs volontaires, les détachements d'office. Bref l'arsenal juridique est désormais là pour supprimer encore plus d'emplois de fonctionnaires à statut.

PROTECTION SOCIALE, CHÔMEURS...

LES PIRES ENNEMIS DU MACRONISME

Au sein de notre protection sociale, c'est sans aucun doute l'assurance-chômage, les privéEs d'emplois qui ont été la cible privilégiée de ce quinquennat. Pour celui qui pense qu'il suffit

de « traverser la rue » pour trouver un emploi, cela n'est pas étonnant. C'est au moment de son discours devant les parlementaires réunis en Congrès à Versailles en 2018 que les hostilités ont débuté. En effet, selon Macron : « *La solidarité nationale est de plus en plus financée par l'impôt, cela conduit à repenser le fond de notre solidarité. C'est de moins en moins un droit individuel, elle implique des droits [...] par la réforme que vous avez votée, l'assurance-chômage n'est plus du tout financée par les cotisations des salariés [...] il n'y a donc plus un droit au chômage, mais un droit garanti par la société.* » Après un tel discours, rien d'étonnant que la réforme de l'assurance chômage de Macron soit sans aucun doute une des plus violentes pour les droits des chômeurs. Malgré les deux suspensions du Conseil d'État suite aux procédures engagées par les organisations syndicales, Macron coûte que coûte a maintenu sa contre-réforme et en particulier le nouveau calcul de l'allocation chômage qui impacte les plus précaires parmi les privés d'emplois mais cette contre-réforme a également modifié les conditions à remplir pour avoir droit à une indemnisation. Jusque-là, il fallait avoir cotisé quatre mois au cours des 28 derniers mois. Avec la réforme il faudra avoir cotisé plus longtemps (six mois) et sur une période plus courte (24 mois). Elle introduit également la dégressivité. Cette réforme est purement idéologique avec le seul but de diviser les salariés entre eux en pointant les chômeurs « généreusement » indemnisés et qui du coup ne chercheraient pas réellement de travail. Une fois encore cette contre-réforme du quinquennat précarise les plus précaires et répond aux désiderata du patronat.

TENTATIVE D'UNE RÉFORME SANS PRÉCÉDENT DU SYSTÈME DES RETRAITES

Le dernier grand volet des objectifs de Macron pour ce quinquennat était la réforme des retraites. Le projet de loi discuté au Parlement en 2019 visait à

instaurer un système par points. Toujours avec les mêmes arguments quand il s'agit de détruire nos acquis sociaux, Macron n'avait pas hésité à affirmer que la mise en place de ce système à points pour nos retraites était une mesure de justice sociale. Mais c'est sans doute Fillon en 2016 qui a été le plus clair sur l'objectif de ce système : « *Le système par points, en réalité, ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions* ». Malgré la mobilisation

UNE FISCALITÉ QUI A RAPPORTÉ GROS ... AUX PLUS RICHES

Dès son arrivée au pouvoir, Macron a tenu une de ses promesses de campagne pour ses amis les riches, en supprimant lors du vote de la loi de finances de 2018 l'impôt de Solidarité sur la fortune et en mettant en place le prélèvement forfaitaire unique à 30 % réduisant ainsi de façon considérable l'imposition du capital et désormais tout le monde paye le même taux sur ses dividendes, plus-values de cession

de valeurs mobilières, l'assurance-vie... Certes, la droite n'avait eu de cesse d'affaiblir encore plus l'ISF, par l'instauration du bouclier fiscal et d'exonérations supplémentaires et Hollande n'est que très peu revenu en arrière. Mais Macron a franchi une étape supplémentaire avec



Centre des Finances publiques, Paris 6^e © Photothèque Rouge / MILO.

interprofessionnelle la grève dans les transports et dans différents secteurs d'activité, les manifestations de masse après la mobilisation des Gilets jaunes, le gouvernement comme l'ensemble de ces contre-réformes a de nouveau voulu passer en force. C'est ainsi que le 4 mars 2020 via le fameux « 49-3 », le gouvernement a fait adopter en première lecture la loi de réforme des retraites. C'est la crise sanitaire qui obligea le 16 mars 2020 à « suspendre toutes les réformes à commencer par la réforme des retraites ». Mais derrière cette suspension, les macronistes n'ont pas du tout renoncé à leurs projets de destruction de notre système de retraites. À la veille d'une élection présidentielle d'importance, les retraites seront une nouvelle fois dans tous les programmes électoraux.

Au delà des attaques centrales contre nos acquis sociaux, le quinquennat de Macron aura été marqué aussi par des réformes fiscales permettant à ses amis les plus riches de se remplir toujours plus les poches confirmant ainsi que Macron est bel et bien le président des « ultra-riches ».

la mise en place de l'IFI.

Selon le ministère des Finances, cette baisse d'imposition du capital a profité aux 1 % les plus riches et ces deux réformes ont rapporté 1,5 million d'euros aux cent foyers les plus riches. Qui dit mieux ? Toujours avec les mêmes arguments, ces réformes devaient permettre l'investissement des plus riches dans l'économie en les libérant des impôts... le fameux ruissellement. Mais France Stratégie, organisme gouvernemental rattaché au Premier ministre, sans surprise a estimé dans un rapport récent que la suppression de l'ISF n'a pas permis l'investissement des plus riches dans l'économie. En un mot, ces deux mesures fiscales ont été des cadeaux.

Mais le volet fiscal du quinquennat Macron ne s'arrête pas là. Il a permis également aux entreprises de payer toujours moins d'impôts en baissant le taux normal de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 %. C'est aussi la





transformation du Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en exonération de cotisations patronales. Chaque année désormais, les employeurs cesseront de payer une grosse partie de ce qu'ils doivent à la Sécurité sociale. À cela s'ajoute le prolongement du Crédit Impôt Recherche (CIR), pour un montant de 10 milliards par an, la baisse des impôts de production... Bref doucement mais sûrement, Macron a également fait un « big bang » fiscal... mais toujours au service des mêmes et toujours avec le même prétexte fallacieux d'aider à la création d'emplois. Une vraie politique anticapitaliste en matière fiscale serait une politique qui privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital mais aussi le patrimoine, et rendrait la fiscalité compréhensible par touTEs. À l'exact opposé, sans grande surprise, de Macron. Les politiques fiscales des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système fiscal actuel, et ont également accentué la dégressivité de l'impôt, l'injustice fiscale. La politique de Macron a accentué cette tendance...

PLUS QUE JAMAIS IL Y A URGENCE À CHANGER DE SYSTÈME

Le bilan de Macron est symptomatique des gouvernements qui se succèdent depuis des décennies. La même politique a été menée : celle d'enrichir

toujours plus une minorité sur le dos de l'immense majorité. Il faut rompre avec cela en changeant le fonctionnement de la société. Nous devons partir des besoins sociaux et écologiques pour décider démocratiquement de ce que l'on produit et comment on produit. Les richesses sont nombreuses, elles sont le fruit de notre travail et nous devons donc les récupérer en proposant une fiscalité anticapitaliste, des mesures d'urgences sociales, démocratiques, écologistes pour répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre. C'est le sens de notre campagne présidentielle et de la candidature de Philippe Poutou. Mais nous savons très bien qu'une victoire électorale ne suffira pas à elle seule pour que les choses changent. Car la seule façon d'obtenir des droits nouveaux, de les imposer à celles et ceux qui détiennent les rênes de l'économie c'est bien évidemment un mouvement d'ensemble pour constituer une force sociale capable d'en finir avec ce système. Dans cette campagne, nous portons la volonté de rassembler pour changer le rapport de forces, de construire une contre-offensive, une mobilisation d'ensemble du monde du travail avec des grèves de masse, des manifestations, des révoltes. Parce qu'il n'y a pas de « sauveur suprême », il faut unir les nôtres pour se battre et défendre nos droits. Nous défendons la perspective d'une rupture avec le capitalisme : construire consciemment nos luttes, nos mobilisations pour exercer

notre contrôle sur l'organisation de la société, de la production, reconstruire associations, syndicats et cadres d'auto-organisation. Pour un gouvernement du monde du travail, aussi fidèle aux intérêts de notre camp que Macron, Pécresse, Zemmour et Le Pen le sont à ceux des capitalistes.

Il nous semble indispensable, et dans ce contexte, de défendre une série de mots d'ordre de rupture avec les logiques actuelles, et dans deux domaines. Le premier est celui de la défense et de l'extension du salaire socialisé, et la défense des services publics et de la répartition des richesses.

Le salaire socialisé est au cœur de notre projet émancipateur, car il considère que seul le travail produit des richesses, et que celles-ci doivent être réparties entre toutes et tous. Nous voulons revenir à la retraite à 60 ans (55 pour les travaux pénibles), mettre en place un présalaire d'autonomie pour les jeunes et augmenter tous les revenus comme les allocations chômage, adulte handicapé et minimum vieillesse. Et pour cela, augmenter les cotisations sociales, en prenant davantage au patronat et en s'appuyant sur le fait que tout le monde doit pouvoir travailler, grâce à une réduction massive du temps de travail, sans perte de salaire.

D'un autre côté, les services publics doivent permettre que celles et ceux qui ont peu puissent être aidéEs : il faut embaucher un million de personnes dans la fonction publique, dans la santé et l'éducation en particulier. Mais aussi rendre les transports gratuits, socialiser les entreprises de l'énergie et des transports, ces besoins vitaux pour la population, réquisitionner les logements vides. Pour financer de telles mesures, il y a de l'argent : Solidaires évalue les niches fiscales à 90 milliards d'euros pour les entreprises privées. De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires français a augmenté de 86 %. Nous voulons rétablir un impôt sur la fortune élargi à la totalité du patrimoine et taxer les revenus avec une tranche de prélèvement à 100 % à partir de cinq fois le SMIC. Par ailleurs, la simple suppression de tous les dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

De l'argent, il y en a dans les poches du patronat ! □



Pour « sauver le climat », arrêter le nucléaire : Les alternatives écosocialistes pour en sortir

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Contre les projets actuels de maintien et même d'accroissement de la production nucléaire d'électricité (en France en particulier), il faut rappeler que celle-ci est évidemment dangereuse, qu'elle n'est en rien une solution au réchauffement climatique et qu'elle s'accompagne de graves problèmes démocratiques et socio-économiques.

LE NUCÉAIRE, UN PROJET DES CLASSES DOMINANTES, HIER ET AUJOURD'HUI

Dans les années 1950, Eisenhower affirmait : « L'énergie nucléaire va fournir à l'humanité de l'énergie gratuite en quantité illimitée ». Et le gouvernement français justifiait ainsi le lancement du programme nucléaire tricolore : « Fabriquer de l'or est peu de chose auprès de ce qu'a réussi l'alchimie moderne en fabriquant du plutonium, qui vaut beaucoup plus que l'or et deviendra plus vite que l'or la source de la richesse et de la puissance du pays¹ ». De Gaulle et les présidents successifs de la Vème République sont toujours intervenus en soutien à une politique du fait accompli qui tient lieu de débat. Mais depuis les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, le mythe de l'eldorado nucléaire ne fait plus recette. Alors, pour poursuivre la même politique, ils instrumentalisent de façon éhontée les angoisses liées à la crise climatique. Suite au dernier rapport du GIEC, Daniel Tanuro, auteur de *L'impossible capitalisme vert*, a décortiqué les ressorts de cette propagande : « D'abord, bien sûr, la culpabilisation des consommateurs,

sommés de "changer leurs comportements"... sous peine de sanctions. Ensuite, un ensemble de trucs et astuces dont certaines sont franchement grossières (la non-prise en compte des émissions des transports aériens et maritimes internationaux, par exemple) [...]. Mais, au-delà de ces trucs et astuces, tous ces gestionnaires politiques du capital croient (ou feignent de croire) désormais dur comme fer en une solution miracle : l'augmentation de la part des "technologies bas carbone" (nom de code pour le nucléaire, notamment les microcentrales) et, surtout, le déploiement desdites "technologies à émissions négatives" (TEN ou CDR, pour Carbon Dioxide Removal), censées refroidir le climat en retirant de l'atmosphère d'énormes quantités de CO₂ à stocker sous terre. C'est l'hypothèse dite du "dépassement temporaire du seuil de dangerosité" de 1,5°C². »

Un bilan sérieux de l'empreinte carbone globale de l'électricité nucléaire reste à faire. Mais les éléments disponibles montrent qu'elle n'est pas « bas carbone » : que ce soit pour son rendement (33%, contre 85% pour l'hydroélectricité), l'extraction et l'enrichissement de l'uranium (qui pendant 33 ans a mobilisé

la production électrique de 2 réacteurs de la centrale du Tricastin), la construction, le transport (mineraux, combustibles, déchets) ou encore le traitement, l'entreposage et le stockage des déchets (300 ans de surveillance active pour Cigéo³ à Bure)...

En France, pays le plus nucléarisé, Macron priorise la relance du nucléaire pour sa campagne présidentielle. Il utilise sa nouvelle présidence du conseil de l'UE pour faire classer le nucléaire en « énergie verte », et bénéficier ainsi des subventions européennes. Hormis le NPA, EELV et LFI, tous applaudissent, du RN au PCF en passant par LR et le PS. Mais les dirigeants d'EELV n'ont jamais eu d'états d'âme pour s'assoir sur leurs « convictions » en échange d'une place au gouvernement (Cécile Duflot, Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé, François de Rugy, Barbara Pompili...). Et LFI dédiabolise le nucléaire militaire au nom de l'intérêt supérieur de la nation : « La dissuasion consiste à disposer du moyen d'infliger des dégâts par





la riposte, toujours supérieurs au bénéfice de l'attaque que pourrait espérer l'agresseur. La dissuasion repose aujourd'hui sur l'arme nucléaire. La France a construit sur cette stratégie son indépendance et l'autosuffisance pour sa défense. Cette stratégie fonctionne⁴. » Mais personne n'est dupe, à commencer par Macron, qui répète comme un mantra : « sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil⁵ »

Fort de cette union sacrée, il a annoncé la relance du programme électronucléaire pour « atteindre la neutralité carbone en 2050⁶ » :

- prolongation de 40 à 60 ans de la durée de vie des anciens réacteurs, malgré des malfaçons sur des composants essentiels des réacteurs (dossiers falsifiés à l'usine AREVA du Creusot)
- construction de 6 réacteurs EPR, en plus de celui de Flamanville, malgré des défauts avérés sur la cuve (non-respect des normes)
- développement des SMR (*small modular reactors*), technologie issue des sous-marins nucléaires... mais loin d'être au point.

Il s'agit là d'un pillage des fonds publics et des moyens de recherche au détriment des énergies renouvelables.

Pour convaincre que le nucléaire est une « énergie décarbonée », le lobby est à la manœuvre via trois canaux :

- Les exploitants : « Pour faire du CO₂ avec du nucléaire, il va falloir charbonner » et « c'est bien de la vapeur d'eau qui sort des tours de refroidissement de nos centrales⁷ ! »
- La SFEN⁸, qui classe les énergies en 3 catégories : « fossile, intermittente, fissile » (reste donc l'énergie « fissile »)
- Les influenceurs, via les réseaux sociaux, financés en sous-main par les multinationales (EDF, Bouygues, Vinci, BNP ...) notamment le gourou Jancovici⁹ (« *Veni, vidi, Jancovici* » pour ses adeptes) et son Shift Project.

Des personnalités médiatiques servent aussi cette désinformation, comme Nicolas Hulot ou le « photographe écolo » Yann Arthus Bertrand ...

Pourtant, ces dernières semaines, deux informations auraient dû doucher leur enthousiasme béat :

Selon un lanceur d'alerte travaillant dans l'industrie nucléaire¹⁰, la détérioration des assemblages de combustibles à l'origine de l'arrêt de l'EPR de Taishan (Chine) serait dû à un défaut de conception de la



Manifestation contre le projet avancé de construction de 2 nouveaux réacteurs EPR et le développement du site ICEDA de stockage de déchets, 3 octobre 2021. © Photothèque Rouge / Michel SZ

cuve affectant tous les EPR. Dans la foulée, EDF a repoussé à mi-2023 la mise en service de l'EPR de Flamanville, portant son retard à 11 ans et demi, avec un coût multiplié par 4. Comment imaginer dans ces conditions qu'on lance la construction de nouveaux EPR ?

Cinq réacteurs des centrales de Civaux, Chooz et Penly sont en arrêt prolongé pour des problèmes de corrosion et fissures sur les tuyauteries d'un système de sécurité¹¹. Ce sont pourtant les plus récents du parc EDF. Comment imaginer dans ces conditions qu'on prolonge les plus anciens ?

L'ASN dénonce le « manque d'anticipation » d'EDF. Ces problèmes montrent que le nucléaire est une énergie de plus en plus « intermittente ».

LE NUCLÉAIRE, DANGEREUX ET INUTILE POUR LE CLIMAT

L'aveuglement des inconditionnels de l'atome les conduit à négliger deux phénomènes bien connus : d'une part le vieillissement des matériaux (corrosion, pathologies du béton, isolants des câbles ...) et l'obsolescence (électronique, logiciels ...), d'autre part les facteurs organisationnels et humains (perte de savoir-faire, sous-traitance, erreurs...), pourtant à l'origine de 80% des incidents. Les agents EDF et sous-traitants font les frais d'une politique de profit maximum : risques d'exposition, intensification du travail, suppressions de postes... Cette course aux économies, dans un contexte de déréglementation du marché de l'énergie rend le nucléaire civil encore plus dangereux. Et la décision « jupiterienne » de relancer le nucléaire, sans débat ni contrôle démocratique, devient un facteur aggravant.

Les ingrédients d'un accident nucléaire sont plus que jamais réunis.

Alors parlons sérieusement, à partir d'un exemple concret. Sur le site du Tricastin (le plus étendu d'Europe), 4 réacteurs EDF, 6 usines nucléaires Areva et 2 installations Seveso sont vulnérables au risque sismique (sous-évalué) ou d'inondation (rupture d'un barrage ou d'une digue). Et des gazoducs longent le site et passent sous la digue en amont ... On sait depuis Fukushima qu'un effet domino est possible : une catastrophe chimique (nuage de gaz毒ique d'hexafluorure d'uranium) compliquerait davantage l'intervention en cas d'accident(s) nucléaire(s).

Toujours à la centrale du Tricastin, une fuite de tritium (hydrogène radioactif) a eu lieu du 25 novembre au 8 décembre 2021. Elle n'a été détectée que le 11 décembre suite à « un dysfonctionnement du système d'alerte » et n'a été déclarée par EDF que le 20 décembre à l'ASN, qui a publié un communiqué le 23 décembre, soit un mois après le début de l'accident. La soi-disant transparence de l'industrie nucléaire est une fois de plus prise en défaut. C'est d'ailleurs dans cette même centrale qu'un cadre lanceur d'alerte avait porté plainte le 5 octobre 2021 contre EDF. Il l'accuse d'avoir minimisé des incidents pour prolonger les réacteurs au-delà de 40 ans. Pour avoir refusé cette politique de dissimulation, il a subi des représailles. Tous ces risques et graves anomalies n'ont pas empêché l'ASN d'ouvrir la voie à une prolongation de l'exploitation des réacteurs du Tricastin jusqu'à 50 ans. Ni gêné EDF, qui a préselectionné ce site pour y construire une paire d'EPR. Les négationnistes le répètent : « *le nucléaire est sûr*¹² ».

Quant à la lutte contre le dérèglement climatique, les promoteurs de l'atome passent sous silence l'essentiel :

Le nucléaire est **hors sujet** car inutile pour le climat : l'électricité ne pèse que 20% de l'ÉNERGIE consommée sur la planète (le reste, c'est les combustibles pour le transport, le chauffage ...). L'électricité d'origine nucléaire c'est 10% de l'ÉLECTRICITÉ produite sur la planète¹³, donc 2% de l'énergie !

Le nucléaire est **hors délai** car irréaliste techniquement : pour atteindre 50 % du mix énergétique électricité (soit 10 % de l'énergie consommée dans le monde), il faudrait multiplier par 5 le nombre de réacteurs, donc construire 2000 réacteurs partout sur la planète pour tenir compte des réacteurs en fin de vie, mobilisant d'énormes ressources en eau. Or les réserves exploitables d'uranium seront épuisées en 2070 (pour les 440 réacteurs en service).

Et surtout, le nucléaire est dangereux car **hors de contrôle** : les déchets restent radioactifs 100 000 ans et 1 % du parc mondial a subi une fusion du cœur en 50 ans. D'ici 2070, avec 5 fois plus de réacteurs, combien d'accidents majeurs seraient à redouter ?

C'est donc une certitude : le nucléaire ne sauvera pas le climat.

De plus, le dérèglement climatique intensifie les événements extrêmes : cyclones/tempêtes, inondations (centrale du Blayais en 1999, centrales de Cooper et Fort Calhoun aux USA en 2011...), sécheresses, incendies (centrale de Los Alamos)...

C'est aussi une autre certitude : le climat ne sauvera pas le nucléaire.

POUR UN MONOPOLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE, SECTEUR « ESSENTIEL »

EDF en quasi-faillite, privatisée en partie avec maintien d'un nucléaire public, c'est la socialisation des coûts et la privatisation des bénéfices. Un système quasi mafieux, l'ARENH¹⁴ brade aux opérateurs privés le quart de la production électrique des centrales EDF à un tarif privilégié (42 €/MWh), inférieur au prix de revient (60 à 120 €/MWh¹⁵). Le marché libéralisé de l'énergie livré à la concurrence capitaliste laisse à la charge de la société toutes les conséquences sociales, économiques, environnementales et sanitaires. Les dividendes versés aux actionnaires d'EDF (22 milliards € en 13 ans) auraient été plus utiles à développer les énergies renouvelables.

Les entreprises d'État du nucléaire se

comportent en multinationales sans scrupules ; Orano-Areva soutient l'autoritarisme au Niger. Le NPA propose :

- **leur mise sous contrôle total par les salariés et usagers, sans indemnités ni rachat**, pour contrôler et décider en fonction des besoins prioritaires, en préservant la biodiversité.

- **un monopole public de l'énergie**, pour satisfaire les besoins en électricité. Et, pour un approvisionnement constant, une coopération dans le cadre d'un accord de service public européen mutualisant les productions : éolien off-shore, géothermie dans le nord, solaire dans le sud.

Le capitalisme pousse à la consommation, crée des marchés socialement inutiles. **Le principal gisement d'énergie, c'est les économies** : arrêt des gabegies, du tout-auto, des gadgets inutiles, de l'obsolescence programmée... au profit d'appareils sobres en énergie, de l'isolation thermique, de la maîtrise de l'éclairage public, d'une politique de transports cohérente et efficace.

Face aux risques liés au dérèglement climatique, une **révolution énergétique** est inéluctable :

- l'énergie la moins dangereuse, la moins carbonée et la moins chère est celle qu'on ne consomme pas : la sobriété énergétique est le principal gisement de ressources énergétiques, qui reste à exploiter : en finir avec le gaspillage en réduisant la surconsommation électrique ;
- l'énergie socialement nécessaire peut et doit être couverte en quasi-totalité par des énergies renouvelables, en veillant à préserver les ressources naturelles et la biodiversité : passer d'une **énergie de stock** (nucléaire, hydrocarbures) à une **énergie de flux** (renouvelables).

Cela implique une vraie rupture vers une société non productiviste (économies, chasse au gaspi, arrêt des grands projets inutiles et imposés, de l'obsolescence programmée...), une **société écosociale** (éco comme économique et écologique), qui engage une **révolution énergétique** (place du travail, productions sociales utiles, respect/protection des éco-systèmes...). En un mot, décider nous-mêmes de notre avenir, donc retirer le pouvoir des mains des capitalistes.

POUR UNE ÉNERGIE DÉCARBONÉE ET DÉNUCLÉARISÉE

Avec plus de 150 installations nucléaires réparties dans tout le territoire, notre pays est bien placé pour une prochaine catastrophe. Les substances radioactives sont transportées d'un site à l'autre. Chaque

année plus de 130 000 colis radioactifs sillonnent le pays, 90 % par la route, les autres par rail (500 convois par an selon la SNCF), air et mer. En plus des risques d'accident, l'exposition du public à la radioactivité (aire d'autoroute ou quai de gare) est parfois supérieure aux limites sanitaires. C'est d'autant plus scandaleux que ces transports sont couverts par le « secret défense » !

Au bout de la chaîne, les déchets radioactifs prolifèrent. C'est une dette écologique léguée aux générations futures.

Résultat de choix antidémocratiques (décisions imposées, sans information ni contrôle) et de mesures répressives, le bilan du nucléaire est suffisamment accablant pour qu'on y mette un coup d'arrêt. Ceci d'autant que, comme on vient de le démontrer, il est inopérant dans la lutte contre le dérèglement climatique. Pour organiser cette reconversion et la mise en sécurité des installations, le savoir-faire des travailleurEs du nucléaire est incontournable.

L'arrêt du nucléaire aura lieu sous une forme ou une autre : suite à une catastrophe, par épuisement des ressources ou par une décision d'arrêt, rapide et maîtrisée, seule voie réaliste et responsable. Le NPA a élaboré un programme permettant d'arrêter le nucléaire en moins de 10 ans, centré sur la sobriété électrique et le développement des énergies renouvelables. Une véritable politique écosocialiste ne peut se faire sans l'organisation socialisée de la production au sein d'un monopole public de l'énergie, un vrai service public débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariéEs et les usagerEs.

Relance ou arrêt du nucléaire, il faut choisir. N'en déplaise aux écos partisans d'un « nucléaire de transition » sur plusieurs décennies, il n'y a pas de troisième voie. □

1) Félix Gaillard (3/07/1952)

2) Site Gauche Anticapitaliste – Belgique (9/08/2021)

3) Projet de stockage souterrain de déchets

4) Tribune Lachaud-Mélenchon - Le Monde (11/01/2022)

5) Macron (8/12/2020)

6) Macron (9/11/2021)

7) Publicité ORANO, destinée au « grand public »

8) Société Française de l'Energie Nucléaire, association 1901 (promotion du nucléaire)

9) Dossier l'Anticapitaliste hebdo (25/11/2021) ; Jancovici cible un public jeune « sensibilité climat »

10) Courriel de la CRIIRAD à l'ASN (27/11/2021)

11) La Tribune (13/01/2022)

12) Le Monde (19/01/2022)

13) Production électrique mondiale 2021: nucléaire 10%, renouvelables 26% (dont hydroélectricité 16%), fossiles 64%

14) Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique

15) Cour des Comptes

Planification socialiste, marché, autogestion : le passé/présent

PAR CATHERINE SAMARY

Pendant longtemps, l'idée de planification socialiste a été, de fait, enterrée sous le poids des échecs des pays se réclamant du socialisme et des difficultés majeures de la réinvention d'alternatives radicales face au rouleau compresseur de la globalisation capitaliste. Mais les crises multidimensionnelles qui ravagent la planète imposent une autre logique – égalitaire, écologique et démocratique : nous l'appelons communisme du XXI^e siècle.

Nous savons que les mots font problème et recouvrent des interprétations conflictuelles. Ils ne doivent pas être des fétiches qui empêchent de rester ouverts à l'imprévu ou de repérer ce qui est « déjà là », issu des luttes dans/contre le capitalisme¹. Mais le rebondissement de débats sur « le communisme, en travail » indique combien il est temps d'y intégrer un pluralisme de bilans sur les expériences qui se sont réclamées des idéaux communistes et les réflexions sur divers « modèles » imaginés en critique de ces expériences.

DE L'ANTICAPITALISME AUX « MODÈLES » SOCIALISTES ANTI-ÉTATISTES

Les crises capitalistes peuvent conduire à des mesures de planification et nationalisations prises par des pouvoirs d'État défendant des objectifs et intérêts sociaux divers – pas forcément anticapitalistes. Éric Toussaint illustre bien « quelques exemples historiques d'actions décisives concernant les banques » et les dettes, selon l'ampleur des mobilisations sociales et les liens noués (ou pas) avec elles par l'État qui prend ces mesures². Mais le rejet de l'étatisme des révolutions du

XX^e siècle a nourri bien des réflexions et tentatives de « modèles » alternatifs. Concluant son ouvrage *Démocratie contre capitalisme*³, Thomas Coutrot synthétise et discute un grand nombre de débats et modèles de socialisme anti-étatiste. Il les regroupe en « trois grandes familles » : « le « socialisme de marché », le « socialisme électronique » et le « socialisme autogestionnaire » ». Dans le premier ensemble, le marché est un régulateur qui oriente les choix économiques décentralisés, mais la concentration du capital est interdite de façon à protéger les critères égalitaires fondés sur un système de petites entreprises privées ou coopératives en concurrence. Le deuxième ensemble est au contraire sans marché, fondé sur la démocratie directe et appuyé sur les technologies modernes facilitant la coordination des choix⁴. Le troisième est régulé par une économie sociale autogestionnaire qui « politise » les choix économiques et se subordonne donc les formes marchandes autant que la planification. Je m'inscris ici, comme Thomas Coutrot, dans le cadre de cette troisième famille. Il ne faut pas dresser de murs étanches entre ces variantes, mais ce troisième

« modèle » ouvre davantage le champ de la « politisation » des choix économiques – donc de la planification. Ce qui permet aussi de débattre des institutions adéquates à une telle démocratie – donc la question des formes et du contenu de la planification. Mais les débats de modèles ne doivent pas évacuer les difficultés et enjeux (nationaux et internationaux) concrètement rencontrés – et toujours présents. Il importe donc de les enrichir de ce qui fut débattu et tenté dans le passé – revisité avec le bénéfice du recul.

PLAN ET MARCHÉ AU CŒUR DU « SIÈCLE SOVIÉTIQUE »

Après le « communisme de guerre » et dans le contexte de l'introduction de la NEP (Nouvelle politique économique, rétablissant les rapports marchands avec les campagnes) se déroula le premier grand débat marxiste confronté aux enjeux théoriques et pratiques de la planification socialiste, au début des années 1920. Trotsky et l'Opposition de gauche à Staline soutenaient le point de vue de Préobrajensky⁵ en faveur d'une industrialisation plus rapide, ménageant les alliances avec les paysans pauvres. Ils analysaient l'URSS comme une société transitoire qui

n'était plus dominée par le capitalisme mais sans mode de production socialiste cohérent – et avec le besoin d'une extension mondiale et d'un approfondissement de la révolution. Selon eux, la planification socialiste n'obéissait pas aux critères de rentabilité (inscrits dans la « loi de la valeur ») notamment à l'œuvre dans les rapports au marché mondial. D'où l'importance du contrôle par l'État du commerce extérieur afin de protéger les choix intérieurs insérés dans la planification, sans renoncer aux échanges, ni au recours à des investissements capitalistes soumis aux choix du nouvel État.

Mais ce débat n'intégrait pas les controverses sur les soviets et conseils ouvriers – et donc aussi l'enjeu de la bureaucratisation de l'État/parti planificateur⁶. Or il fut transformé et interrompu par la consolidation répressive du règne de Staline. Après avoir dirigé une collectivisation forcée des campagnes et impulsé une planification accélérée et détaillée en nature, encadrée par le parti/État, Staline proclama le socialisme réalisé. L'immensité des ressources naturelles et en force de travail disponibles permirent une rapide croissance « extensive » (par multiplication des unités de production) et promotion sociale verticale massive des paysans vers les ouvriers et de ces derniers dans les appareils. La victoire contre le fascisme légitima tous les déséquilibres en faveur de l'industrie lourde et éclipsa les désastres politiques, sociaux et écologiques que la censure ne se privait pas de minimiser : la « planification socialiste » était identifiée au modèle soviétique dans le monde communiste « orthodoxe ». Cependant, dès la mort de Staline (1953) comme Khrouchtchev en témoigna, le parti au pouvoir chercha à stabiliser son propre règne au nom des travailleurs sous des formes moins arbitraires et moins répressives pour la bureaucratie elle-même, et par des réformes de la planification⁷. La logique des réformateurs dans le « bloc soviétique » était de faire jouer une concurrence de marché pour les biens de consommation (en libéralisant leurs prix) et d'introduire des « stimulants monétaires » pour les directeurs afin qu'ils s'efforcent de réduire les coûts – autant de raisons de susciter la défiance des travailleurs. Cuba et la Tchécoslovaquie ont connu deux scénarios opposés, instructifs.

Dans le « grand débat cubain » de 1962-1963, Charles Bettelheim a défendu à l'époque les réformes marchandes et a estimé que la « loi de la valeur » s'appliquait à la planification. Che Guevara le contesta sur ces deux plans et rejeta les stimulants monétaires marchands comme dangereux pour le projet socialiste. Invité dans ce débat, Ernest Mandel soutint le point de vue de Guevara – tout en critiquant la planification bureaucratique⁸. Mais Cuba s'aligna sur le Kremlin (ayant besoin de son aide). En Tchécoslovaquie, les dégâts politiques et économiques d'un PC fort mais resté très stalinien étaient plus importants qu'à Cuba. Pour renforcer leur base, les courants réformateurs (derrière Dubček) prônèrent un « socialisme à visage humain », contre la censure : le « Printemps de Prague » s'y déploya, débordant les limites des réformes en 1968. Mais il existait au sein du PC tchèque un courant autogestionnaire qui favorisa avec les syndicats l'émergence de conseils ouvriers dans les grandes entreprises. Alors que les tanks soviétiques prétendaient (comme en 1956 en Hongrie) protéger le pays contre de pseudo risques de restauration capitaliste, des centaines de conseils ouvriers fleurirent et commencèrent à élaborer des projets de « loi » transmis à Dubček, jusqu'en 1969 – sous et contre l'occupation soviétique. Ils furent canalisés et étouffés⁹. Mais leurs débats entraient en résonance avec l'expérience yougoslave : l'autonomie des conseils ouvriers d'entreprises (et le marché) apparaissait comme la plus simple façon de s'opposer à la planification bureaucratique. Ce qui éclaire les dilemmes rencontrés par le parti communiste yougoslave (PCY) lorsque, renouant avec la révolution d'Octobre mais en critique de son étatisation, il introduisit dans sa Constitution (en 1950) les conseils ouvriers comme acteurs de la gestion de la propriété sociale – sans renoncer pour autant à la planification.

L'AUTOGESTION YUGOSLAVE ÉTOUFFÉE PAR LE PLAN PUIS PAR LE MARCHÉ

La révolution yougoslave portant le PCY et son dirigeant Tito au pouvoir, ceux-ci avaient la légitimité et la force de ne pas s'incliner devant les diktats du Kremlin. Bien que le modèle soviétique de planification (et de collectivisation des terres) ait été initialement

introduit, Staline voulait leur soumission à « la construction du socialisme dans un seul pays ». Il décida en 1948 de les « excommunier » en purgeant les « titistes » des PC et en mettant fin à l'aide soviétique. Les dirigeants du PCY associerent ce comportement dominateur à l'étatisme de la planification brimant les soviets et conseils ouvriers et destructeur de l'alliance avec les paysans pauvres. Ils se réclamèrent de Marx et de la Commune de Paris contre Staline, en introduisant à partir de 1950 les conseils ouvriers dans toutes les entreprises publiques – avec leurs droits de gestion (autogestion) d'une propriété sociale qui commençait ainsi sa désétatisation. Et ils s'inspirèrent du slogan « la terre à ceux qui la travaillent » pour remettre en cause la collectivisation des terres – tout en limitant la taille des terres individuelles pour inciter aux liens coopératifs avec les fermes d'État.

Les conseils ouvriers, élus et révoquables par les assemblées qui votaient sur les grands choix (dont la nomination du directeur), étaient associés à l'emploi au sein des entreprises. Celles-ci étaient dotées d'une comptabilité. Mais les moyens de production devenus propriété sociale, ne pouvaient être ni vendus ni mis en faillite. L'autogestion des entreprises portait sur l'organisation du travail et la « reproduction simple » des moyens de production (matières premières et équipements) ainsi que sur la distribution des « revenus personnels » (avec part garantie – évoquant des débats actuels – et critères élaborés avec les syndicats en fonction des résultats). Il n'y avait ni propriétaire privé ni actionnaires. Et dans la phase 1950-1964, l'équivalent du profit des entreprises, au lieu d'être étatisé, fut socialisé dans des fonds d'investissements distincts du budget de l'État. Les banques publiques en distribuaient les ressources aux entreprises (présentant leurs projets), sur la base des grands choix planifiés et non pas de critères de profit marchand. Le plan étatiste et détaillé en nature était donc supprimé. Mais les objectifs stratégiques relevaient des choix du parti (branches et régions prioritaires) et impliquaient une redistribution des régions riches vers les autres.





Le pays a connu un des taux de croissance les plus élevés au monde avec réduction des écarts internes et internationaux. Pourtant, en 1965 le « socialisme de marché » fut institué : les fonds sociaux de la planification furent supprimés en même temps que le système réduisait le rôle du centre fédéral au bénéfice des républiques et provinces. Pourquoi ?

La réforme répondait à trois pressions internes au système : 1°) les syndicats et travailleurs voulaient accroître la part du produit du travail sous contrôle autogestionnaire ; 2°) la Croatie et la Slovénie – républiques les plus riches –, se défaisaient de tout centralisme après l'héritage négatif du « yougoslavisme » unitariste camouflant la domination serbe dans la première Yougoslavie ; elles critiquaient des critères politiques opaques et des gaspillages dans la gestion des fonds et en concluaient qu'en autogérant leurs ressources, elles seraient plus efficaces pour l'ensemble de la fédération ; 3°) un nombre croissant d'économistes (marxistes ou pas) estimaient alors que le marché (débarrassé des rapports de propriété capitalistes) serait plus efficace et moins soumis à l'arbitraire politique que le plan.

La pression du marché augmenta les inégalités et le chômage – camouflé par

l'émigration, le retour des femmes au foyer et celui des paysans-travailleurs à leur lopin de terre. Parallèlement, des forces proto-capitalistes émergèrent à la tête des banques et des grandes entreprises, appliquant des critères de rentabilité marchande « indiscutables ». Les travailleurs y répondirent par des grèves en nombre croissant entre 1965 et 1968. Elles furent relayées par un juin 1968 étudiant avec occupation de l'université de Belgrade : ce mouvement autonome revendiquait « l'autogestion de bas en haut », dénonçait « la bourgeoisie rouge » et les inégalités – très inspirés par le courant des philosophes marxistes de la revue *Praxis* dénonçant l'aliénation des droits des travailleurs à la fois par l'étatisme et par le marché. Mais dans la république riche de Croatie, c'est au contraire une radicalisation de la décentralisation marchande et le plein contrôle des républiques sur les devises de leurs exportations qui étaient demandés par des courants libéraux.

QUEL SYSTÈME POUR UNE PLANIFICATION AUTOGESTIONNAIRE ?

Les dirigeants historiques (Tito et Kardelj) répondirent aux différentes revendications par une combinaison de répression de tout mouvement autonome et, à nouveau, l'augmentation des droits sociaux autogestionnaires et nationaux – dans des amendements

constitutionnels (1971-1974) lourds de contradictions¹⁰ qu'ils présentèrent au 2^e congrès des autogestionnaires convoqué à Sarajevo en 1971 – mis sous le signe de l'anniversaire de la Commune. Mais au lieu de le transformer en base pour une refondation démocratique du système, en mobilisant toutes les forces syndicales, intellectuelles, politiques favorables encore aux acquis de la révolution et à l'autogestion, ils en firent une chambre d'enregistrement de droits réels sans « système » et force politique cohérente mobilisée pour les mettre en œuvre – après avoir mis au pas tout mouvement autonome.

Le système bancaire et les grandes entreprises furent démantelés et subordonnés à des « Organisations de base du travail associé » (OBTA) unités de production plus petites supposées mieux contrôlées par les autogestionnaires. L'association libre des OBTA autour d'accords de « planification autogestionnaire » par en bas était encouragée et les droits d'autogestion furent étendus à tous les services publics : des « communautés d'intérêt autogestionnaires » d'usagers, producteurs de ces services – une logique proche des débats actuels sur la gestion de « biens communs » par toutes les personnes concernées... Des « Chambres de l'autogestion » furent instaurées au niveau des communes et des républiques et provinces (ébauche d'une socialisation de l'État...).



Assemblée générale de la coopérative textile Venezuela Avanza 7542, du nucleo (centre de développement endogène) Fabricio Ojeda, dans le barrio (favela) Gramoven de Caracas. 8 décembre 2005. © Photothèque Rouge / Sébastien Ville

Mais ce processus de représentation des travailleurs dans les Chambres de l'autogestion était bloqué au plan fédéral : sous pression de la Croatie, les républiques obtinrent la prépondérance de leurs droits dans le système ce qui signifia aussi le démantèlement du contrôle fédéral sur le commerce extérieur (donc les devises). L'ensemble rendit la fédération tout entière confrontée à un endettement généralisé, sans régulateur démocratique interne et sous pression du marché mondial. Il subit sans protection, dans les années 1970, l'augmentation des prix du pétrole et des taux d'intérêt sur les prêts en devises. Alors que les dirigeants historiques décédaient au début des années 1980, les appareils de l'État et du parti unique – éclaté au plan des républiques et provinces en perdant sa cohésion idéologique – étaient profondément marqués par la montée d'une nouvelle bourgeoisie qui s'efforçera de démanteler la propriété sociale par de nouvelles lois de propriété. L'inflation galopante et la crise de la dette de la nouvelle décennie virent les pressions externes du FMI trouver des relais intérieurs dans les appareils du parti et de l'État – aux divers niveaux mais surtout au plan des républiques riches tournées vers l'exportation. Les grèves prirent une ampleur sans précédent mais sans moyen de peser politiquement à l'échelle de tout le pays. Le « socialisme de marché » avait augmenté les droits décentralisés de gestion des entreprises et des républiques en démantelant les fonds sociaux d'investissement en 1965. Les courants marxistes critiques – et le mouvement étudiant de juin 1968 – incitaient plutôt à créer un « système autogestionnaire de bas en haut ».

QUEL SYSTÈME DE DROITS AUTOGESTIONNAIRES ?

La planification autogestionnaire ne pouvait se construire seulement « par en bas » à partir de relations contractuelles entre unités de base atomisées. Les autogestionnaires n'avaient pas les institutions permettant à l'échelle globale de la fédération, sur des bases démocratiques des critères et objectifs égalitaires et commun de tirer le bilan des expériences et de l'application des droits égalitaires reconnus et des déséquilibres et conflits apparus dans la phase 1968-71. Cela impliquait une « politisation » des débats économiques

– comme le préconisait le troisième modèle évoqué par Coutrot. Et, en Yougoslavie, cela passait par une refondation démocratique des institutions par toutes les composantes intéressées à la gestion du « bien commun » issu de leur révolution. Cette « socialisation » démocratique des institutions (entreprises, banques, marché et plan – donc aussi l'État aux diverses échelles territoriales) pouvait être encore en 1968 porté par tous les courants (marxistes ou pas) défenseurs de l'héritage de la révolution yougoslave, sur la base du bilan des expériences accumulées. La (re)formulation du « dépérissement de l'État » par sa socialisation a été ébauchée dans la Constitution yougoslave : par l'introduction de diverses « Chambres ». Ce dépérissement de l'État et cette démocratie-là sont donc plus complexes que la vision héritée de certains textes de Marx et Engels mais aussi anarcho-communistes où l'État disparaît au profit d'une sorte de gestion directe de l'économie devenue transparente en étant passée sous propriété collective, sans enjeux « politiques¹¹ » et de citoyenneté. Je partage au contraire les approches certes critiques de l'État/parti qui s'érigent comme « au-dessus » de la société et prétendent défendre l'intérêt général des travailleurs, mais qui discutent aussi la thèse d'un socialisme sans institutions et sans « politique » au sens large : comme si les grands choix « économiques », priorités mais aussi critères de rapports internationaux, d'efficacité et de justice sociale, ou encore de technologies et d'énergie – n'étaient pas « politiques » et conflictuels. Ou comme s'ils relevaient uniquement d'une « démocratie ouvrière » bien réductrice : elle occulte généralement la diversité sociale (de genre, culture, origines ; mais aussi paysans, etc.) des travailleurs ; mais elle est aussi porteuse d'une vision étroite de la démocratie dans une société qui n'est pas (et on l'espère, ne sera pas) tout le temps « au travail » – même si la démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes des entreprises et implique les droits autogestionnaires à ce niveau – et de la diversité conflictuelle des facettes de chaque individu (usagers, de genre et d'âge différents etc.). Enfin la diversité des choix « politiques » (au sens large) de chacun et chacune aura tout loisir de se diversifier (loin d'un déterminisme sociologique) : plutôt que se réduire,

les nouveaux droits et responsabilités modifient aussi les comportements et aspirations sur tous les enjeux de la vie et de l'émancipation¹². □

1) Cf. Notamment les analyses de Bernard Friot, Frédéric Lordon ou Jean-Marie Harrébey. Lire en particulier le compte rendu de Jean-Marie Harrébey « Théorie et pratique du communisme » dans Contretemps (<https://www.contretemps.eu/communisme-friot-lordon-recension-harrébey/>) sur le livre de Friot et Lordon : En travail. Conversations sur le communisme. Entretiens avec Amélie Jeammet, *La Dispute*, 2021.

2) Lire <https://www.cadtm.org/Quelques-exemples-historiques-d-actions-decisives-concernant-les-banques#nb8>

3) Thomas Coutrot, La démocratie contre le capitalisme, *La Dispute*, 2005. On peut également trouver diverses contributions à ces débats sur le site du GESD – groupe d'étude pour un socialisme de demain – que tenait Michel Husson : <http://hussonet.free.fr/gesd.htm>

4) L'essor des big datas et de l'informatique fait redécouvrir et repenser les élaborations des économistes et cybernéticiens soviétiques des années 1950. Cf. Le conte soviétique de Francis Spufford. *Un capital rouge (Red Plenty)*, Paris, L'Aube, 2016 (2010 pour l'édition originale). Sur les forums associés et la diversité de ces débats, cf. Red Plenty Platforms de Nick Dyer-Witheford <https://culturemachine.net/wp-content/uploads/2019/05/511-1153-1-PB.pdf>

5) E. Preobrajensky, *La Nouvelle Économique*, réédition Syllepse, 2021, préfaces de Michel Husson, d'Ernest Mandel et de Pierre Naville.

6) Lire De la bureaucratie d'Ernest Mandel sur son site et sa critique des années noires dirigistes de Lénine et Trotsky favorisant la bureaucratisation de l'URSS ; ou encore Moshe Lewin, *Le siècle soviétique et ses autres ouvrages sur l'URSS*. Cf. aussi Inprecor, mai-juin 2021, Z. Kowalevski, « Ouvriers et bureaucraties. Comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique ».

7) Sur les contradictions du régime du parti au nom des travailleurs, lire Michael Lebowitz, *The contradictions of Real Socialism : The Conductor and the Conducted*, Monthly Review Press, 2012.

8) Lire « Le grand débat cubain 1962-1963 » sur le site d'Ernest Mandel.

9) Cf. le dossier Printemps de Prague du site Alencontre et l'article Prague dans Contretemps, n° 22 mai 2008, « 1968 : Un monde en révolte » <https://www.contretemps.eu/revolte-mai68-ranciere/>.

10) Cf. Catherine Samary « Du juin 1968 yougoslave aux impasses du titisme », dans le numéro cité de Contretemps, « 1968 : Un monde en révolte ».

11) Lire sur ce plan notamment Marx, l'État et la Politique d'Antoine Artous, Syllepse, 1999, outre de nombreux articles et débats de Contretemps.

12) Cf. le recueil *Démocratie, Citoyenneté, Émancipation*, Syllepse, 2010, coordonné par Antoine Artous.

Nous apprêter nos vies, expulser le capitalisme de la société

PAR LÉON CRÉMIEUX

La pandémie et les confinements ont fait ressentir avec plus de force la nécessité de pouvoir satisfaire des besoins essentiels, d'avoir accès à des biens communs indispensables à notre vie quotidienne.

Cette nécessité a été d'autant plus ressentie que les conditions de vie sont précaires. Un logement correct, la possibilité de bien se nourrir soi-même et sa famille, d'avoir un accès proche à des services de santé, un salaire ou des ressources suffisantes. La pandémie, nous rendant plus vulnérables mais sans supprimer la nécessité d'aller travailler ou, pour les plus jeunes, de suivre leurs études, a fait rejoindre avec plus de force l'importance des services fondamentaux du soin, de l'éducation, des transports publics, de carburant et de fourniture d'énergie, des services de voirie, des services administratifs de proximité. Elle a aussi mis en lumière les déplorables conditions de vie et le piètre état de santé dans les quartiers populaires, encore pires pour les personnes âgées avec la dégradation des services sociaux et de la prise en charge de la dépendance. Parallèlement, ce contexte a fait exploser la place des technologies de l'information et de la communication (les NTIC), rendant davantage dépendant d'internet, des systèmes de visioconférence, de toutes les plateformes de vente à distance et de leur réseau de livraison, décuplant aussi la place prise par les grands groupes capitalistes détenteurs des médias et des réseaux sociaux, accentuant la propagande réactionnaire et l'exclusion des populations les plus précaires.

C'est donc bien toute l'organisation de la vie en société qui a été mise en évidence, et l'urgence que celle-ci se fasse en fonction des besoins de la population.

Organisation de la vie sociale car la satisfaction de ces besoins supposerait la prise en compte de l'intérêt collectif à tous les échelons de la société et non pas l'application des dogmes libéraux de la marchandisation et de la libre concurrence par la « main du marché ». Certains ont cru, à tort, que la crise sanitaire allait contraindre à inverser les priorités, à remettre l'humain au cœur des préoccupations des gouvernements, à remettre en cause le capitalisme néolibéral, source d'exclusions, de violences, d'aliénation et de négation des besoins sociaux.

LES DESTRUCTEURS

Dans un moment d'égarement, Macron dans son discours du 12 mars 2020, au début du déferlement du Covid, avait déclaré, la main sur le cœur et en voulant épouser le sentiment de la population « *Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie.* » L'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu ! Hypocrisie aussi lamentable que l'appel de ces fossoyeurs de la santé à applaudir à 20h les

personnels hospitaliers.

Macron candidat, en 2017, s'était engagé à supprimer 120 000 postes dans la fonction publique en cinq ans. Il a fermé la porte pendant trois ans à toutes les demandes faites par les personnels de la santé, de l'éducation nationale. Macron et ses gouvernements ont supprimé réellement 18 950 lits d'hospitalisation complète depuis 2017, sachant que 75 000 lits ont été supprimés de 2003 à 2019, dans un passage de relai entre Chirac, Sarkozy et Hollande. Donc, la pandémie est apparue après des années d'attaques contre les services publics, de la santé, de l'éducation nationale, des administrations, menées dans le respect des exigences du capitalisme par la droite et la social-démocratie. Lits et services hospitaliers fermés, comme les hôpitaux de proximité, les bureaux de postes, les centres sociaux, des finances, réduction des moyens pour l'assistance, lignes et guichets SNCF fermés, suppression des postes de contact et transfert vers internet de l'essentiel des services aux usagers, disparition totale des services dans les zones rurales et les quartiers populaires

L'état de délabrement des services publics, mais en même temps leur caractère irremplaçable, n'en a pris que plus de visibilité.

Les gouvernements français successifs, surtout depuis les années 90, ont entrepris une offensive générale de détricotage des services publics. Cela a fait partie de l'offensive internationale du



Jeudi 18 juin 2020, Saint-Denis devant l'hôpital Casanova, le personnel sort manifester et bloque la circulation. © Photothèque Rouge / JMB.

néolibéralisme, faite notamment d'allègement des impôts sur les entreprises et la richesse, de remise en cause de tous les systèmes budgétaires de redistribution ; fait aussi d'allégements des cotisations sociales patronales permettant le financement de la Sécurité sociale. Le transfert d'une part plus importante de la valeur ajoutée vers le capital est allé de pair avec une réduction drastique des budgets sociaux.

Cette orientation, mise en œuvre depuis trente ans est allée en sens inverse du mouvement qui avait été entrepris depuis la fin du XIX^e siècle, période pendant laquelle s'était développée l'organisation par l'État d'un ensemble de services et d'entreprises publics.

DES SERVICES PUBLICS MARCHEPIEDS DU CAPITALISME

De longue date, la plupart des États avaient pris directement entre leurs mains ce que l'on appelle les fonctions régaliennes : armée, police, justice, diplomatie mais aussi, sous l'Ancien Régime, la poste, les manufactures d'armes, du tabac, des poudres et explosifs. À chaque étape, le but n'était évidemment pas de satisfaire les besoins de la population mais de garder au niveau de l'État centralisé une série d'activités dont il voulait avoir la totale maîtrise... Au XIX^e siècle, avec la révolution industrielle, c'est l'État qui a aidé le capitalisme naissant à disposer de réseaux, notamment les chemins de fer, l'énergie

et les télécommunications.

Un vrai changement apparaîtra au début du XX^e siècle, lorsque les courants socialistes et républicains développeront une conception globale du service public, contrant la place du clergé, dans laquelle l'État doit directement être fournisseur de prestations et de services pour les citoyens, les «usagers». L'école laïque, l'hôpital public sont les symboles de cette préoccupation, tout comme les bains, les bibliothèques, l'éclairage et les théâtres publics, les logements ouvriers. Là encore, aucune remise en cause du capitalisme, mais une réelle amélioration des conditions de vie ouvrière.

La SNCF n'est créée dans le cadre d'une entreprise publique en 1937 que par la faillite des entrepreneurs privés. La fin des années 1940 voit l'âge d'or du secteur public avec la nationalisation des Charbonnages, de l'EDF-GDF, de Renault, de quatre banques de dépôt, de la RATP, d'Air France...

Donc, les services organisés par l'État n'ont jamais eu comme but premier la satisfaction des besoins exprimés par les classes populaires, mais les travailleurEs ont pu aussi, pendant des décennies, bénéficier du développement de services, gratuits ou à bas prix, représentant un acquis fondamental du système social français. Cette perception s'est évidemment accentuée considérablement après 1945 avec la vague de nationalisations qui a fait entrer tout un pan de l'industrie française dans le domaine public. Par

ailleurs, les millions de travailleurEs, salariés de ces services et entreprises publiques bénéficiaient évidemment d'une garantie d'emploi et de salaires leur évitant souvent la précarité existant dans le secteur privé. Même si ce ne sont pas des batailles ouvrières qui ont imposé la création de services publics dans une vision socialiste, l'appareil industriel a été partiellement nationalisé du fait de la carence des entrepreneurs privés ou par la nécessité d'investissements que seul l'État pouvait prendre en charge. Le secteur et les services publics n'en ont pas moins représenté un acquis. Certes, le rapport de forces, notamment dans l'après-guerre, imposait à l'État capitaliste de faire des compromis avec le mouvement ouvrier, mais du coup, des pans entiers de l'économie ont échappé pendant des décennies à la seule logique du profit et ont permis la satisfaction à moindre coût de besoins sociaux. C'est d'ailleurs cette situation qui a permis aux salariés de ces secteurs de bénéficier de conditions de travail, de sécurité d'emploi et de régimes de retraite plus favorables que le reste des travailleurs.

L'OFFENSIVE DU CAPITALISTE NÉOLIBÉRAL

Au milieu des années 1990 s'organise un renversement généralisé, une attaque





frontale contre les services publics. Le symbole international, à l'époque, en a été l'accord général sur le commerce des services (AGCS) mis en place dans le cadre de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans la foulée, depuis 30 ans, le secteur des services a connu une croissance exponentielle d'où la volonté des capitalistes, à la recherche constante de nouveaux secteurs de profits, de mettre la main sur les télécommunications (les NTIC), l'énergie, la santé, l'éducation, les transports, la protection sociale, la distribution de l'eau...

Le détricotage des services publics a aussi amené un changement même de vocabulaire, l'Union européenne parlant, notamment dans le Traité de Lisbonne (signé en 2007), de « services d'intérêt général » ou de « services économiques d'intérêt général » assurés principalement par des entreprises privées ou publiques s'adaptant aux règles du marché. Dans tous les domaines, transports, santé, eau, énergie, poste et télécommunications, le service public s'est donc organisé sur les bases de la rentabilité capitaliste, le privé en a pris les parties ou les « marchés » les plus profitables, les secteurs les plus coûteux ou les plus endettés restant publics.

Le dernier scandale du groupe international ORPEA, premier européen dans le secteur des cliniques privées et des maisons de retraite, qui fait des centaines de millions d'euros de bénéfices en pompanant des subventions de la sécu, maltraitant les pensionnaires et falsifiant la mise en place de CDD, est le dernier révélateur de la contradiction entre profit capitaliste et satisfaction des besoins sociaux. Mais des dizaines d'exemples similaires pourraient être pris dans tous les domaines de la santé, des transports et des services en général. La mainmise du privé va de pair avec la dégradation du public. Entre 1997 et 2019, le nombre de femmes en âge de maternité qui se trouvent à plus de quarante-cinq minutes d'une maternité a plus que doublé, passant de 290 000 à 716 000. Le nombre de maternités en France a été divisé quasiment par trois ces quarante dernières années, passant de 1 369 en 1975 à 478 aujourd'hui, le nombre de lits ne cesse de décroître de 20 000 en 2000 à moins de 15 000 aujourd'hui... Cela avec des durées moyennes de séjour qui ont aussi diminué (de cinq jours en moyenne actuellement alors qu'elles étaient de huit jours en 1975). Dans la fonction publique, la précarité de cesse de progresser

entre 2015 et 2019, le nombre de titulaires a baissé de 8 %, tandis que le nombre de contractuels augmentait de 20 %. Les profits privés dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports, de la recherche médicale se font évidemment au détriment des usagers, de l'égalité d'accès, de la continuité du service. La vente à la découpe des logements sociaux depuis la loi ELAN (2018), les profits farineux des sociétés d'autoroutes protégés et prorogés par Macron et Royal en 2015, le scandale de la société des eaux/ Veolia à la Guadeloupe (et en général de la gestion de 60 % du réseau français par le privé pour un prix en moyenne 10% supérieur) ne sont que quelques exemples des conséquences de la gestion privée de services qui devraient être publics, du détournement de l'argent public et des sources de profits pour quelques groupes capitalistes sur le dos des usagers. La peau de chagrin des services publics est donc gérée par l'État comme support et complément au secteur privé des services, tout en étant bien sûr un recours en situation de crise comme celle du Covid, en premier lieu les personnels de santé publique et de l'Éducation nationale.

IMPOSER L'APPROPRIATION SOCIALE

Nous voulons reconstruire/construire un réseau de services publics fondé sur l'appropriation sociale de tous les services pouvant permettre la satisfaction des besoins populaires fondamentaux : cela concerne en premier lieu tous les secteurs du soin, de la petite enfance à la dépendance avec un service public de santé global, la recréation de 100 000 emplois hospitaliers et arriver à un agent par pensionnaire d'EHPAD. Alors que le but de Macron est d'affaiblir encore le public et d'accroître le poids du secteur privé lucratif, il s'agit au contraire d'en finir avec une gestion privée du soin.

Il est malheureusement évident que dans les années à venir, les risques liés aux zoonoses et aux catastrophes climatiques ne vont pas disparaître et que les besoins ne vont que croître. Il est hors de question d'en faire une source de profit capitaliste. Il en est de même pour l'industrie pharmaceutique, comprenant la recherche. L'investissement public dans la recherche médicale a baissé de 28 % en dix ans et le principal groupe français Sanofi a supprimé 15 % de ces effectifs de 2015 à 2019, et il vient de décider, en pleine crise du Covid, de supprimer 400 nouveaux postes dans le secteur R&D, jugé financièrement pas assez rentable. Ces quelques

chiffres expliquent simplement la direction prise par la gestion capitaliste dans le privé et celle de l'État dans le public, mais aussi quels seraient des choix sociaux faits dans un cadre de services publics gérés directement par les usagers et les salariés de ces secteurs selon les besoins populaires. Car l'appropriation sociale ne veut pas seulement dire une intégration/réintroduction dans le secteur public des services mais leur gestion exercée par les salariés et la définition de leurs missions conjointement avec les usagers.

Cette appropriation sociale concerne tous les domaines des services : santé, éducation, transport, énergie, logement social, notamment, en s'organisant à chaque fois au niveau territorial le plus pertinent. Mais ces exigences s'intègrent dans une remise en cause globale de la gestion de nos vies par les capitalistes. Comment accepter le contrôle des moyens d'information, des médias et des NTIC par des groupes capitalistes qui exercent désormais l'hégémonie de politiques éditoriales réactionnaires, faisant et défaire entièrement des équipes de rédaction. L'information est un bien public, et la liberté de la presse comme l'indépendance des journalistes et des rédactions ne peuvent exister avec une mainmise qui permet une propagande quotidienne et une censure de fait par la dizaine de milliardaires (Arnault, Bouygues, Bolloré, Draihi, Lagardère, Piagasse, Niel...) et de groupes qui dirigent et contrôlent plus de la moitié de l'audiovisuel dont les principales chaînes d'info en continu. Il en va évidemment de même de la téléphonie et des réseaux. Ces axes de lutte pour les services publics vont de pair avec toutes les luttes pour en finir avec la gestion de nos vies et de la société par les capitalistes. Ainsi, il ne peut y avoir de lutte contre les changements climatiques si on ne remet pas en cause les choix et les non-choix de production faits par les capitalistes. L'appropriation sociale, c'est donc aussi une souveraineté populaire pour la détermination des productions nuisibles face à celles qui sont utiles et nécessaires et une répartition permettant de satisfaire les besoins populaires tout en mettant un coup d'arrêt au productivisme et à la gabegie capitaliste. Cela impose évidemment en tout premier lieu la propriété publique des productions d'énergie, permettant à la fois une distribution à bas coût pour les besoins populaires et les orientations de productions correspondant aux exigences de la lutte contre les changements climatiques. □

La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction

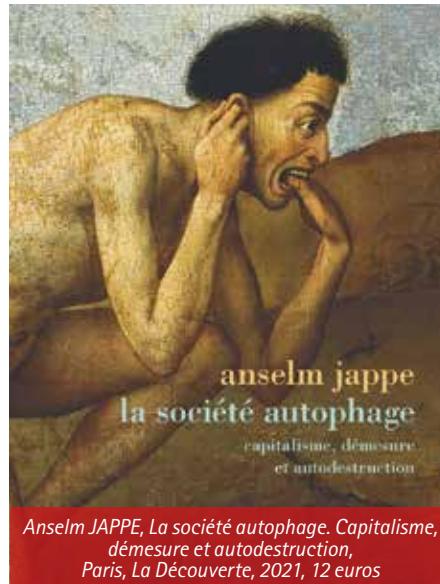
PAR MICHAEL LÖWY

Anselm Jappe est un des représentants les plus importants et les plus novateurs de l'école de la théorie de la valeur, fondée par Robert Kurz et la revue *Krisis*. Ce dernier livre est une passionnante contribution à la critique du capitalisme, ce système fondé sur la démesure et la destruction. Jappe compare le capitalisme avec un personnage de la mythologie grecque, Erysichton, dont rien ne pouvait apaiser la faim : il dévorait tout ce qui l'entourait et a fini par s'autodévorer. Le capitalisme, fondé sur la valeur marchande, partage cette *hybris*, cette démesure : il ne connaît pas de limite, pas de borne à sa croissance. Forme générale de la production et de la reproduction de la société, principe de synthèse, la valeur est une abstraction, une quantité, un pur chiffre ; avec son exigence de rentabilité, elle a colonisé toutes les sphères de la vie. Insatiable, elle dévore la vie des humains et la nature, sans trêve ni répit. La concurrence sur le marché oblige chaque acteur à participer au jeu forcené de la « croissance », ou à disparaître : voici la racine profonde du désastre écologique auquel mène le capitalisme.

C'est un système, observe Jappe, en s'appuyant sur les analyses de Marx dans *Le Capital*, qui fonctionne comme un « sujet automate », fondé sur des structures anonymes et impersonnelles, des « lois économiques » aveugles comme la « rentabilité », la « croissance », etc. Les capitalistes ne sont que des « fonctionnaires » de la valorisation, des « officiers et sous-officiers » (Marx) du capital. Dans ce système, fondé sur le fétichisme de la marchandise, l'argent et la production deviennent leur propre finalité. L'auteur s'intéresse de près aux conséquences psychiques de cette logique capitaliste : la concurrence, la froideur, l'indifférence, le manque d'empathie prennent la forme du narcissisme, l'affirmation du moi isolé, l'agression envers les autres et la nature, pouvant conduire, dans certains cas, à la figure du « tueur de masse ». La

combinaison létale entre le fétichisme de la marchandise et le narcissisme, la démesure et la perte de sens, débouchent sur ce que Jappe appelle « *la pulsion de mort du capitalisme* ».

Cette analyse du système, à partir de Marx et de la théorie de la valeur, me semble très pertinente et incisive : la valeur marchande impose une domination abstraite, impersonnelle, qui écrase tout sur son chemin, comme une monstrueux bulldozer, qui dévore tout ce qui l'en-



Anselm JAPPE, *La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction*, Paris, La Découverte, 2021, 12 euros

toure, comme le mythique Erysichton grec. Mon seul désaccord avec Jappe, et avec la plupart des partisans de la théorie de la valeur, c'est l'effacement de la lutte de classes. Selon lui, il faut dépasser la dichotomie entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés. Je suis plutôt d'accord avec le millionnaire américain Warren Buffet : « *La lutte de classes existe, et notre classe est en train de gagner* ». Jappe pense qu'il n'existe pas de classe dominante, tout au plus une « *classe profiteuse* ». Mais pour assurer son profit, n'exerce-t-elle pas une domination – économique, par la propriété des moyens de production, idéologique, par le monopole des moyens de communication, et politique, par le contrôle de l'appareil de l'État, la police et l'armée ? Il existe une

dialectique, ce que Marx avait très bien saisi, entre l'impersonnalité du système et le pouvoir de la classe dominante.

Comment nier le combat entre exploités et exploités, oppresseurs et opprimés dans la société capitaliste ? Cela ne veut pas dire que les dominés luttent toujours pour abolir le capitalisme ; mais la lutte n'est pas moins réelle. Tout un chapitre du *Capital* est dédié à la lutte pour la réduction de la journée de travail, un combat de classe poursuivi par la suite, avec les Martyrs de Chicago, le Premier Mai, et l'obtention de la journée de huit heures. Cette lutte pourra-t-elle mettre en question le capitalisme lui-même ? Rien ne le garantit, mais ce pari me semble plus réaliste que de se limiter à faire appel à la conscience individuelle, dans l'espoir qu'elle veuille bien « *s'émanciper de sa propre psyché narcissique* » (p. 262).

Certes, Jappe a raison de constater que les dominés sont loin de s'opposer toujours au système : c'est, observe-t-il à juste titre, le phénomène de la *servitude volontaire*, déjà analysé par Étienne de La Boétie. Mais il faut se rappeler que le pamphlet de La Boétie est du début à la fin un appel aux dominés pour se révolter contre la Tyrannie...

Cette révolte n'a pas cessé d'être présente, tout au long de l'histoire du capitalisme. Anselm Jappe mentionne, est c'est une des hypothèses les plus intéressantes du livre, que le mouvement révolutionnaire en Espagne, de la fin du 19^e siècle jusqu'à 1939, a été motivé par le choc entre les anciens modes de vie et la logique du capitalisme. Cela me semble très juste, mais je crois que cela s'applique à la plupart des mouvements révolutionnaires de notre époque, de la Révolution mexicaine (1911-19), ou la Révolution russe (1905-1917), jusqu'au mouvement zapatiste au Chiapas, suite à l'insurrection de 1994.

Voici donc un livre qui pose des questions essentielles, et qui mérite d'être lu par tous ceux qui refusent de se réconcilier avec un système qui nous conduit, à une vitesse croissante, à l'autodestruction.



NPA / AL.

Pour les libertés démocratiques en Algérie, soutien au PST !

PAR KAMEL AÏSSAT* ET MOHAMMED LARACHE

Le 20 janvier, un jugement rendu par la Cour d'État ordonne la suspension temporaire du PST et la fermeture de ses locaux, en attendant le contenu du jugement qui sera notifié dans quelques semaines.

Les recours possibles ne sont pas explicités par la loi sur les partis. Le pouvoir n'accuse pas réception de nos courriers, il veut probablement nous accuser de récidive pour pouvoir enfin nous dissoudre.

Pourtant, nous avons fait un congrès dans les règles, comme le pouvoir l'a exigé sous menace de nous attaquer. Il n'y a donc pas de problème juridique mais un problème politique. Nous estimons que le juge n'a pas suivi le Droit, mais une décision politique venue d'ailleurs.

Nous préparons une réponse aux autorités. Le jugement n'a pas encore été notifié par huissier donc nos activités sont encore autorisées. On continue notre intervention politique dans le cadre du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD) et dans la lutte contre la répression, par des initiatives militantes locales, en attendant de voir la suite des événements.

Tous les observateurs le reconnaissent, le pouvoir s'attaque à un courant politique qui a existé avant la légalisation des partis, depuis les années soixante-dix, et un courant qui a une grande signification dans l'histoire nationale algérienne. Nous partageons idées et combats avec beaucoup de camarades dans le monde et nous recevons des messages de solidarité qui le prouvent.

POURQUOI CETTE ATTAQUE ?

La démarche du pouvoir est intimement liée au Hirak et à la ligne politique du PST dans le Hirak : l'auto-organisation à la base, la revendication d'une assemblée constituante souveraine et le fait d'avoir agi sur le terrain depuis les premiers jours

du Hirak jusqu'à sa suspension par le Covid. Le local du PST a été le lieu où les premiers noyaux organisés se sont réunis : les avocats, les organisations politiques et les étudiants. Ces derniers ont joué un rôle de dynamisation avec les manifestations du mardi. Nous sommes l'un des fondateurs du PAD autour de revendications démocratiques sur l'égalité hommes-femmes, la liberté de conscience, les libertés syndicales, la répartition des richesses et le soutien à toutes les causes justes dans le monde. Une initiative politique qui reste aujourd'hui un symbole de résistance face à la reddition de certaines figues et autres initiatives.

Nous avons aussi expliqué que le régime Tebboune est un régime libéral en continuité avec le régime de Bouteflika, qu'il n'a pas de légitimité de par les élections qu'il a organisées et qui ont été boycottées par le peuple. Le PST est aussi le seul parti qui organise des cortèges dans les manifestations. Nous militons également pour la construction d'un front contre la répression et pour les libertés démocratiques et ça, le régime ne peut pas l'accepter.

POURQUOI CE MOMENT POUR NOUS ATTAQUER ?

Nous traversons une crise sociale très grave, caractérisée par un cours ultra libéral, avec des projets de privatisations, une loi de finance qui lève toutes les protections pour la majeure partie de la population, qui libéralise les prix de manière inimaginable sur les produits de première nécessité. Il y a un recul important du pouvoir d'achat des Algériens, on n'a pas

eu d'augmentation de salaires depuis 2012 et on est passé d'un salaire moyen qui était un des plus élevés du sud de la Méditerranée au plus faible de la région. Tout le monde est d'accord que l'explosion sociale est à nos portes, qu'on est au bord du précipice.

Le rôle joué par le PST dans le soutien aux travailleurs de l'entreprise privée de Numilog, pour construire une campagne nationale de soutien à leur lutte et au droit syndical dans le privé, est une menace pour le pouvoir, dans cette conjoncture de poursuites des politiques libérales du régime Bouteflika et de leur accélération.

Nous sommes l'un des rares courants antilibéraux en Algérie, et nous nous battons depuis le début du Hirak pour affirmer que celui-ci est un mouvement pour une émancipation sociale et démocratique. Ce n'est pas un Hirak abstrait, c'est une révolte qui revendique la répartition des richesses, qui revendique le droit d'avoir un logement, le droit d'avoir une santé gratuite et de qualité, une école gratuite et de qualité, d'avoir une dignité, de se projeter dans la société, d'avoir un emploi. Le meilleur exemple de cette réalité est que le 22 février 2019, l'émigration clandestine a cessé du jour au lendemain de l'Algérie vers le nord parce que les gens ont senti le vent de l'espoir pour une Algérie meilleure. Voilà ce que le pouvoir veut combattre, voilà pourquoi le PST doit continuer à exister, pour défendre ses idées, pour la souveraineté nationale et la justice sociale. □

* Kamel Aïssat est membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs.